

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2012



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2012

TABLE DES MATIERES

	Pages
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
ABREVIATIONS ET SIGLES	6
AVANT-PROPOS	7
RESUME	10
INTRODUCTION	12
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	15
1.1. Balance commerciale de biens.....	16
1.1.1. Exportations de biens	19
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens.....	19
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens.....	20
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations.....	22
1.1.2. Importations des biens.....	23
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens.....	23
1.1.2. 2. Composition des importations de biens.....	24
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations de biens.....	25
1.2. Balance des services	26
1.2.1. Transports	26
1.2.2. Voyages	27
1.2.3. Autres services	27
1.3. Compte des revenus primaires.....	27
1.4. Compte des revenus secondaires.....	28
II. COMPTE DE CAPITAL	29
III. COMPTE FINANCIER	29
IV. CAPITAUX MONETAIRES	30
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	31
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	31
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	32
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE	32
CONCLUSION	33
ANNEXES	35

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements.....	14
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	15
Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	19
Tableau 4 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations ajustées de Marchandises générales	22
Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens.....	24
Tableau 6 : Evolution de la balance des services.....	26
Tableau 7 : Evolution du poste « transports ».....	26
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages ».....	27
Tableau 9 : Evolution de la balance des revenus primaires.....	27
Tableau 10 : Evolution des revenus nets des investissements.....	28
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus secondaires.....	29
Tableau 12 : Evolution du compte capital.....	29
Tableau 13 : Evolution du compte des opérations financières.....	30
Tableau 14 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	31
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....	31
Tableau 16 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN).....	32

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Plan de Développement Economique et Social (PDES).....	16
Encadré 2 :Exploitation pétrolière au Niger.....	20

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 2000 et 2012.....	14
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2000 et 2012.....	15
Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2000 et 2012.....	18
Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2001 et 2012	18
Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2004 et 2012.....	19
Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2000 et 2012.....	21
Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2012.....	23
Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par grands groupes de produits de 2004 à 2012.....	24
Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation (en 2012).....	25
Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2000 et 2012.....	30
Graphique 11 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2012.....	33

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
APU	Administration Publique
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
BPT	Balance des Paiements en termes de Transactions
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAPED	Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement
CCIAN	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
INS	Institut National de la Statistique
IFS	International Financial Statistics
IDE	Investissements Directs Etrangers
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEG	Position Extérieure Globale
PNG	Position Nette du Gouvernement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PEF	Programme Economique et Financier
SOMAIR	Société des Mines de l'Air
SML	Société des Mines du Liptako
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité national de la balance des paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI. La balance estimée est considérée comme provisoire et sa diffusion est limitée. C'est après validation qu'elle devient définitive et fait l'objet d'une large diffusion.

Le Comité National de la Balance des Paiements est l'organe de validation des données. Conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, il est chargé :

- de rechercher des méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application ;
- d'arrêter périodiquement les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

Ce Comité, placé sous la présidence du Ministre chargé des Finances, est composé du Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne ou son représentant, du Directeur Général des Réformes Financières ou son représentant, du Représentant du Ministre chargé du Plan, du Représentant du Ministre chargé du Commerce, du Directeur chargé de l'Office des Postes ou son représentant, du Représentant de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, du Trésorier Payeur Général ou son représentant, du Directeur chargé de la Dette Publique ou son représentant, du Directeur chargé des Douanes ou son représentant, du Directeur de l'Institut National de la Statistique ou son représentant, du Représentant de la BCEAO, du Représentant du Ministre chargé des Mines et du Représentant du Ministre chargé du Pétrole. Le Comité peut convier à ses réunions, tous services ou organismes publics, en raison de leurs compétences et en fonction des problèmes à traiter.

La confidentialité des informations collectées auprès des différentes structures est garantie par le Règlement susmentionné. A ce titre, l'article 1 de l'Annexe III de ce texte réglementaire dispose que « *la BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale* ». L'article 2 de l'Annexe III énonce que « les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique » et l'article 9 précise que celles-ci sont publiées sous forme anonyme et agrégée.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6^e édition du Manuel de balance des paiements élaboré par le FMI, parue en 2008. Les principales articulations de cette méthodologie sont décrites dans la note en annexe 11. Les sources de données privilégiées lors des travaux d'élaboration de la balance des paiements du Niger sont les suivantes :

- les résultats d'enquêtes auprès des agents économiques ;
- les statistiques du commerce général recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) et de la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- les statistiques des finances publiques (TOFE, dette extérieure...) ;
- les statistiques monétaires publiées par la Banque Centrale ;
- les statistiques de prix élaborées par les systèmes d'informations sur les marchés agricoles et de bétail (SIMA et SIM-Bétail) ;
- les statistiques sur les hydrocarbures et les produits miniers communiquées par les Ministères en charge du Pétrole et des Mines ;
- les données des sociétés, notamment minières (SOMAIR, COMINAK, AREVA, SOMINA et SML) et pétrolières (SONIDEP et SORAZ) ;
- plusieurs rapports et études, en particulier ceux du Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics (CNUT), de la Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement (CAPED), du PNUD, etc. ;
- les statistiques du Guichet Unique de Formalités du Commerce Extérieur de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN) ;
- les statistiques publiées par le FMI.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2012¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements, ces dernières peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des acteurs des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire est le franc CFA.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourrait adresser sa requête, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

Contact :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier.HDN@bceao.int

RESUME

L'environnement économique et financier est demeuré fragile à l'échelle mondiale, au cours de l'année 2012, du fait des incertitudes suscitées par la persistance de la crise de la dette souveraine en zone euro. Cette situation conjuguée avec d'autres facteurs structurels endogènes a conduit à un taux de croissance de l'économie mondiale de l'ordre de 3,1% en 2012 contre 3,9% en 2011 d'après les publications du Fonds Monétaire International (FMI) de juillet 2013.

Au sein de l'UEMOA, après une année 2011 particulièrement difficile marquée par la crise post électorale en Côte d'Ivoire et la sécheresse au Sahel, la situation économique a renoué avec une nouvelle dynamique de croissance, tirée par l'exécution de grands projets de développement et l'investissement privé. Malgré l'impact de la conjoncture internationale peu favorable et des chocs internes, le PIB de l'Union a enregistré une progression de 6,4% en 2012 contre 0,7% un an plus tôt.

Au plan national, en 2012, l'activité économique a été marquée par la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015) et du plan d'actions de l'Initiative 3N «les Nigériens Nourrissent les Nigériens », la gestion du contexte sécuritaire régional et l'adoption d'un Programme Économique et Financier (2012-2014), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI. L'environnement économique a été également caractérisé par la mise en production d'hydrocarbures locaux par la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) et l'accélération du rythme de production d'uranium par la Société des Mines d'Azélik (SOMINA) et des investissements par la Société AREVA sur le site d'Imouraren. Enfin, il s'est ressenti de la bonne reprise de la production agricole de 19,5% après le déficit de la campagne agricole 2011/2012. En conséquence, le taux de croissance réelle est ressorti à 11,1% en 2012, en net progression par rapport au taux de 2,3% enregistré un an plus tôt.

Dans ce contexte, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 162.685 millions en progression de 190.759 millions par rapport à celui de l'année 2011, qui était déficitaire de 28.074 millions. Cette évolution résulte d'une réduction du déficit courant, de l'augmentation de l'excédent du compte de capital et de la baisse du solde des opérations financières.

Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est réduit, en passant de 675.268 millions en 2011 à 521.600 millions en 2012. Cette évolution résulte d'une amélioration des soldes des biens et services et de la détérioration des soldes des revenus nets.

Le solde positif du compte de capital s'est situé à 139.321 millions contre 68.523 millions en 2011. Cette hausse s'explique essentiellement par les dons projets, en raison notamment du soutien des partenaires techniques et financiers à la mise en œuvre du PDES.

Le compte financier retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers dans la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements. Ainsi, le solde financier est passé de -583.627 millions en 2011 à -550.169 millions en 2012. Cette évolution traduit principalement le reflux des investissements directs étrangers, résultant pour l'essentiel de la forte contraction du rythme des forages sur le site d'AGADEM et les retards enregistrés sur le projet d'exploitation uranifère à Imouraren. En outre, le démarrage de la production pétrolière a déclenché la récupération des investissements effectués par la

China National Petroleum Corporation-Niger Petroleum² (CNPC-NP). Cependant, des tirages nets publics et privés ont atténué ce repli.

A la différence de la balance des paiements qui enregistre les flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des engagements financiers des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. A fin 2012, la PEG du Niger s'est située à -531.977 millions contre un solde de -149.128 millions un an plus tôt.

² Le Contrat de Partage de Production signé entre le Niger et la Société chinoise (CNODC) prévoit une clause de récupération de coûts à hauteur de 70% de la valeur, nette des redevances, du pétrole brut produit chaque année jusqu'à concurrence du montant total de l'investissement.

INTRODUCTION

L'environnement économique et financier est demeuré fragile à l'échelle mondiale, au cours de l'année 2012, du fait des incertitudes suscitées par la persistance de la crise de la dette souveraine en zone euro. Cette situation conjuguée avec d'autres facteurs structurels endogènes a conduit à un taux de croissance de l'économie mondiale de l'ordre de 3,1% en 2012 contre 3,9% en 2011 d'après les publications du Fonds Monétaire International (FMI) de juillet 2013.

L'activité économique a été globalement moins soutenue dans les pays industrialisés. En effet, les estimations récentes situent leur taux de croissance à 1,2% en 2012 contre 1,7% l'année précédente. Cet état de fait est imputable à la récession en zone euro où le produit intérieur brut a enregistré une baisse de 0,6% en 2012 contre une hausse de 1,5% en 2011. Dans ce contexte de ralentissement de l'activité économique et de sous-utilisation des capacités de production, l'inflation a continué de décélérer. Le taux d'inflation s'est établi à 2% en 2012 dans les pays avancés après 2,7% en 2011.

Dans les pays émergents et en développement, un ralentissement de l'activité économique est enregistré avec un taux de croissance de 4,9% contre 6,2% en 2011 (FMI, juillet 2013). En Chine, l'activité économique a progressé de 7,8% contre 9,3% en 2011. Elle a augmenté de 4% en Inde après 7,7% en 2011. Au Brésil, la hausse du PIB est de 0,9% contre 2,7% un an plus tôt. Quant au taux d'inflation, il s'est replié de 7,2% en 2011 à 5,9% en 2012 pour ce groupe de pays.

La croissance s'est située à 4,9% en Afrique subsaharienne après 5,4% en 2011. Le dynamisme des exportations de matières premières notamment les produits miniers explique cette hausse. Elle témoigne également de l'essor des dépenses d'infrastructures, notamment dans les pays de la Zone Franc.

Au sein de l'UEMOA, après une année 2011 particulièrement difficile marquée par la crise post électorale en Côte d'Ivoire et la sécheresse au Sahel, la situation économique a renoué avec une nouvelle dynamique de croissance, tirée par l'exécution de grands projets de développement et l'investissement privé. Malgré l'impact de la conjoncture internationale peu favorable et des chocs internes, le PIB de l'Union a enregistré une progression de 6,4% en 2012 contre 0,7% un an plus tôt.

Au plan national, en 2012, l'activité économique a été marquée par la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015) et du plan d'actions de l'Initiative 3N «les Nigériens Nourrissent les Nigériens », la gestion du contexte sécuritaire régional et l'adoption d'un Programme Économique et Financier (2012-2014), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI. L'environnement économique a été également caractérisé par la mise en production d'hydrocarbures locaux par la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) et l'accélération du rythme de production d'uranium par la Société des Mines d'Azélik (SOMINA) et des investissements par la Société AREVA sur le site d'Imouraren. Enfin, il s'est ressenti de la bonne reprise de la production agricole de 19,5% après le déficit de la campagne agricole 2011/2012. En conséquence, le taux de croissance réelle est ressorti à 11,1% en 2012, en net progression par rapport au taux de 2,3% enregistré un an plus tôt.

La situation des finances publiques, en 2012, a été particulièrement empreinte de la mise en œuvre du programme d'urgence ainsi que par la gestion du contexte sécuritaire subséquent à la situation dans certains pays voisins (Libye, Nigeria et Mali), des inondations et des invasions acridiennes. Cependant, les finances publiques ont été confortées par l'encaissement de 93.100 millions de FCFA d'appuis budgétaires et la réception de nombreux appuis extérieurs multiformes en riposte aux sinistres sus-mentionnés. Le Trésor a aussi effectué deux émissions de bons, sur 182 jours, sur le marché financier régional les 25 mai 2012 et 20 novembre 2012 à hauteur de 32.800 millions et 39.500 millions respectivement.

L'analyse des résultats de l'exécution du budget indique que les recettes totales se sont établies à 731.800 millions et les dépenses totales et prêts nets à 1.036.300 millions. L'essentiel des ressources budgétaires provient des recettes fiscales (94,1%).

Le déficit budgétaire, base engagements, hors dons s'est établi à 304.500 millions contre un gap de 197.500 millions un an plus tôt. En intégrant les dons, ce déficit s'est replié à 88.000 millions. Sur une base caisse, il ressort à 25.300 millions, après prise en compte de l'accumulation de restes à payer sur l'exercice d'un montant de 62.700 millions, contre 85.900 millions en 2011. Ce gap a été couvert grâce à la mobilisation de 76.700 millions de tirages nets sur l'extérieur, ce qui a permis un désengagement de 42.700 millions vis-à-vis du secteur bancaire et de 8.700 millions à l'égard du secteur privé.

S'agissant de la situation monétaire au cours de l'année 2012, elle a été marquée par le début de l'exploitation pétrolière au Niger, dans un contexte difficile de crises alimentaire et sécuritaire subséquentes à la situation dans certains pays voisins du Niger (Libye, Nigeria et Mali). Les agrégats monétaires ont aussi été impactés par la mobilisation d'appuis financiers extérieurs, le rapatriement des recettes d'exportations et les appels de fonds par les entreprises minières ainsi que les règlements d'importations, le service de la dette et la récupération des coûts pétroliers. Par conséquent, l'évolution des agrégats monétaires s'est traduite par un raffermissement des avoirs extérieurs nets, une progression des crédits intérieurs et une augmentation de la liquidité globale par rapport à 2011.

En ligne avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 191.000 millions, ou 31,2% en valeur relative, pour se situer à 802.500 millions à fin décembre 2012. Cette situation procède de la consolidation des dépôts en banque de 115.700 millions, soit 33,9%, et de l'injection dans la circulation fiduciaire de 73.500 millions, soit 27,9% en valeur relative.

La circulation des billets et monnaies s'est ressentie essentiellement des besoins en liquidités induits par les dépenses et la distribution de revenus aux paysans (cash for work) dans le cadre du programme d'urgence alimentaire ainsi que de l'amélioration des revenus des fonctionnaires suite aux hausses salariales consenties par le Gouvernement. L'expansion des dépôts en banque dépeint principalement les rapatriements des recettes d'exportation minières et l'encaissement des ventes de produits pétroliers ainsi que les mouvements antagoniques d'entrées et de sorties de ressources relevés pour l'essentiel sur les comptes des sociétés de distribution pétrolières, commerciales, de transport, de BTP et de télécommunications.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie excédentaire de 162.685 millions contre un déficit de 28.074 millions enregistré en 2011. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2000 à 2012 fait apparaître les évolutions suivantes :

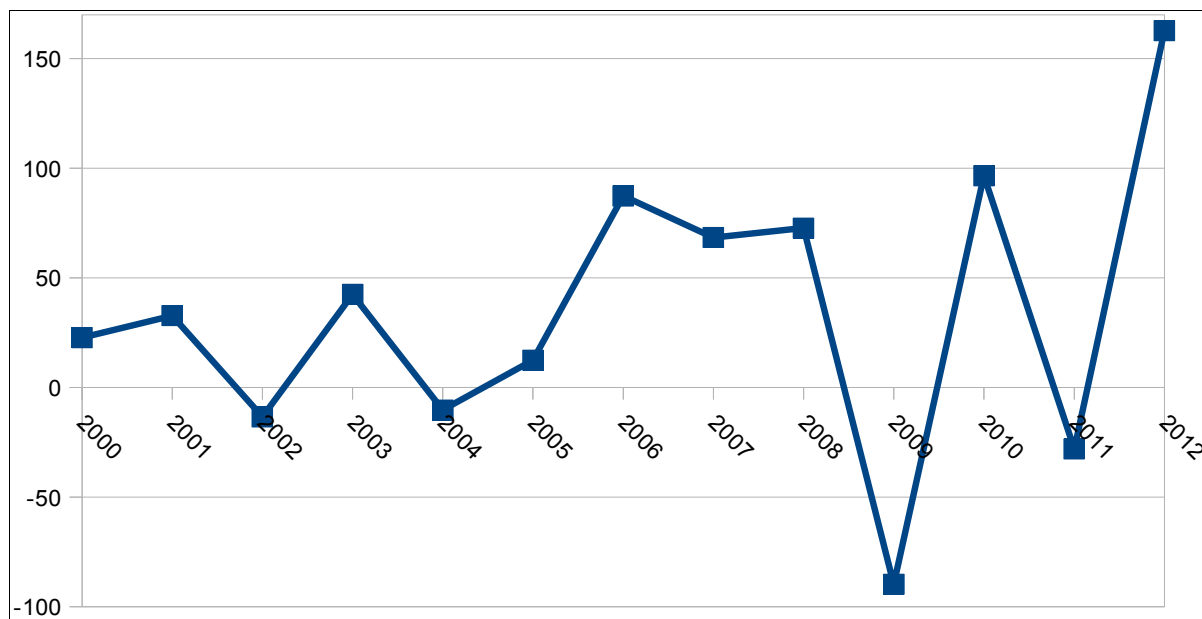
Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements

(Montants en millions FCFA)

Année	Solde
2000	22 734
2001	32 731
2002	-13 420
2003	42 471
2004	-10 305
2005	12 400
2006	87 283
2007	68 351
2008	72 696
2009	-89 754
2010	96 588
2011	-28 074
2012	162 685

Source : BCEAO.

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger reste fortement dépendante des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques. Il faudrait également ajouter les facteurs externes, tels que la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur le marché international et la volatilité des appuis financiers extérieurs.

Graphique 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 2000 et 2012

Source : BCEAO.

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Niger entre 2011 et 2012 est présentée dans les sections suivantes.

I – COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2012 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est amélioré, en passant de 675.268 millions en 2011 à 521.600 en 2012, comme l'indique le tableau 2 ci-après. Cette évolution résulte d'une amélioration des soldes des biens et des revenus secondaires, partiellement compensée par une détérioration du solde de la balance des services et des revenus primaires.

Le ratio du déficit courant rapporté au PIB s'est amélioré de 7 points de pourcentage pour ressortir à 15,3% en 2012 contre 22,3% en 2011.

Tableau 2 : Evolution des transactions courantes

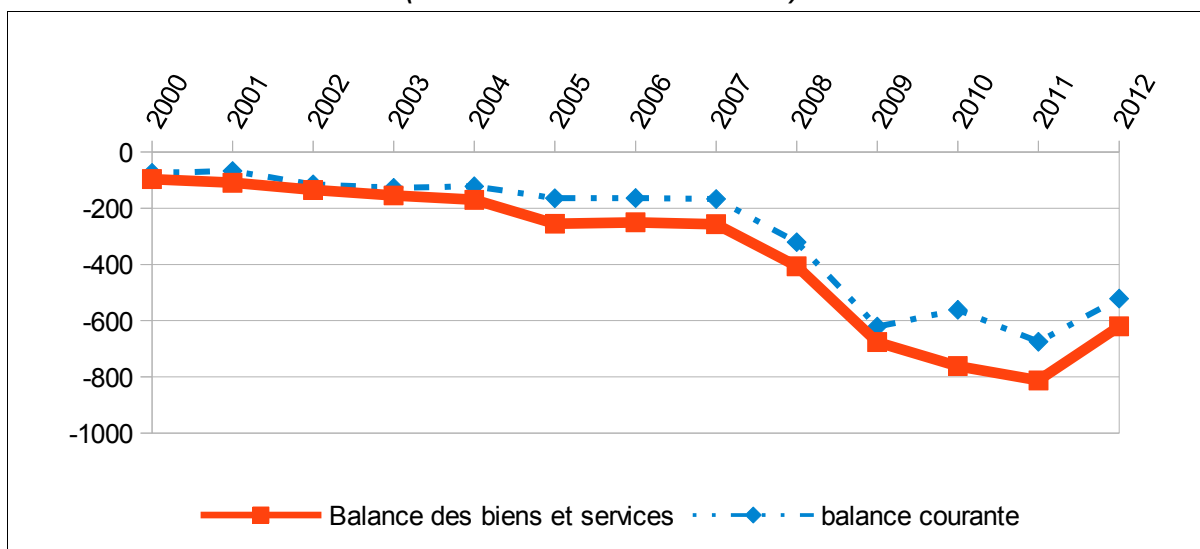
(Montants en millions FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Biens et services	-256 930	-406 383	-676 229	-761 706	-813 059	-620 297
Biens	-120 463	-195 871	-376 487	-402 812	-435 046	-235 165
Services	-136 467	-210 512	-299 742	-358 894	-378 013	-385 132
Revenus primaires	-211	-8 482	-16 324	-21 837	-24 100	-69 103
Revenus secondaires	88 791	103 147	71 231	222 076	161 891	167 800
Solde du compte courant	-168 350	-311 718	-621 322	-561 467	-675 268	-521 600
Solde du compte courant (hors dons)	-213 131	-365 295	-638 611	-718 193	-754 301	-639 453
PIB Nominal	2 052 962	2 419 654	2 548 447	2 832 286	3 024 271	3 414 269
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-8,2%	-12,9%	-24,4%	-19,8%	-22,3%	-15,3%

Source : BCEAO.

Les soldes de la balance des biens et services et celle des transactions courantes présentent une évolution parallèle de 2007 à 2009, comme l'illustre le graphique 2 ci-dessous. Cette corrélation marquée traduit pour l'essentiel l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger. Toutefois, un décrochage est observé à partir de 2009, en raison de l'accroissement de la consommation des autres services par les entreprises résidentes, induit par le regain d'activités dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics. A partir de 2010, les deux séries ont retrouvé leur évolution d'avant le choc de 2009.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2007 et 2012 (montants en milliards de FCFA)



Source : BCEAO.

1.1 - Balance commerciale de biens

La tendance persistante à la dégradation du solde commercial a connu une légère pause en 2012 (cf. graphique 3). Le déficit de la balance commerciale, qui était de 435.046 millions en 2011, s'est réduit pour atteindre 235.165 millions en 2012. Le ratio du déficit commercial, rapporté au PIB, épouse la même dynamique en passant de 14,4% en 2011 à 8,9% en 2012. Cette analyse se rapporte aux données ajustées. En effet, celles-ci assurent une meilleure couverture et reflètent mieux l'orientation des échanges (voir annexe 3.2).

Encadré 1 : Plan de Développement Economique et Social (PDES)

Le Gouvernement du Niger a adopté en août 2012 le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015. Ce document constitue le cadre de référence de la politique de développement économique et social sur cette période aussi bien pour le Gouvernement que pour les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Il consacre la ferme détermination du Gouvernement de répondre efficacement aux principaux enjeux qui interpellent le pays dans les domaines de la gestion du développement et de la gouvernance. Dans cet esprit, le PDES 2012-2015 s'affirme fondamentalement comme un instrument de politique économique et sociale à la fois dynamique, ambitieux et volontariste à la dimension de l'importance des défis auxquels fait face le Niger.

Le PDES est fondé sur le Programme de Renaissance pour le Niger du Président de la République, dont il constitue la traduction et le principal instrument de mise en œuvre à court et moyen termes. Le Plan s'appuie également sur la Déclaration de Politique Générale (DPG) du Premier Ministre, dont il tire sa substance, ses principales orientations et ses axes stratégiques.

Il repose sur une vision prospective du développement national pour l'édification d'un pays émergent. Pour y aboutir cinq (5) axes stratégiques sont retenus :

- ✓ **Axe 1** : Consolidation de la crédibilité et de l'efficacité des institutions publiques ;
- ✓ **Axe 2** : Création des conditions de durabilité d'un développement équilibré et inclusif ;
- ✓ **Axe 3** : Sécurité alimentaire et développement agricole durable ;
- ✓ **Axe 4** : Economie compétitive et diversifiée pour une croissance accélérée et inclusive ;
- ✓ **Axe 5** : Promotion du développement social.

Pour la mise en œuvre du PDES, un Plan d'Action Prioritaire (PAP) a été adopté. Le PAP est établi sur la base : (i) de la hiérarchisation des actions au niveau de chaque secteur, (ii) des capacités de financement en fonction du scénario macro-économique de base, (iii) de la perspective d'élévation du taux d'absorption des investissements à 60% et (iv) de l'évaluation objective des potentialités de mobilisation de ressources intérieures et extérieures.

Le coût global du PDES 2012-2015 est de 6.320 milliards de FCFA soit l'équivalent de plus de 12,4 milliards de dollars, alors que le PAP devra nécessiter 5.421,6 milliards de francs (10,81 milliards de dollars). Le financement acquis a été évalué à environ 3.918 milliards de FCFA .

Pour couvrir le gap de financement, une table ronde a été organisée en novembre 2012 à Paris. La rencontre a permis de mobiliser 2.401,8 milliards de FCFA couvrant ainsi plus de 100% des besoins.

Quatre vingt-six (86) programmes ont été identifiés pour l'atteinte des onze (11) résultats stratégiques du PDES. La répartition du financement par axe stratégique est détaillée ci-après :

Axes	Coût PAP (en milliards)	Poids par axe en (%)	Nombre de programmes
Axe1 : consolidation de la crédibilité et l'efficacité des institutions publiques	343,9	6,3	18
Axe2 : création des conditions d'un développement durable équilibré et inclusif	618,9	11,4	10
Axe3 : sécurité alimentaire et développement durable agricole	785,7	14,5	11
Axe4 : économie compétitive et diversifiée, par une croissance accélérée et bien répartie	1684,1	31,1	20
Axe5 : promotion d'un développement social	1988,7	36,7	27
Total	5421,6	100	86

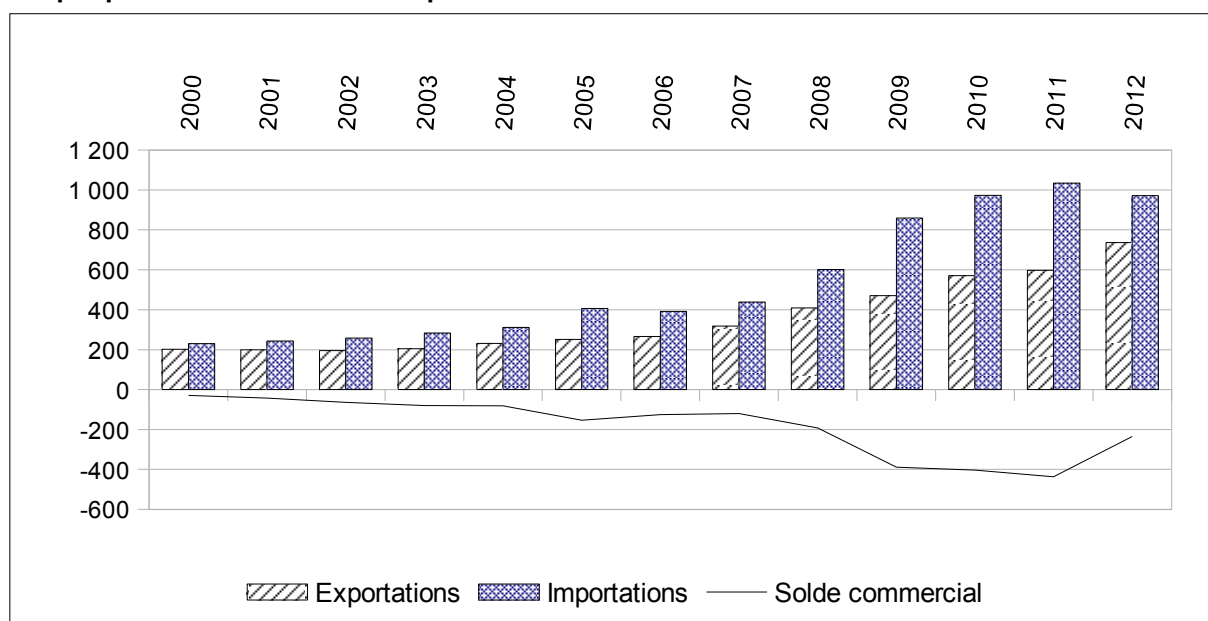
L'initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens), pilier de l'axe 3 du PDES, constitue l'un des axes majeurs de l'action gouvernementale. L'objectif général de cette initiative est de contribuer à mettre les populations nigériennes à l'abri de la faim et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus. De façon spécifique, elle vise à renforcer les capacités nationales de productions alimentaires, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes. L'initiative-3N (I3N) est pilotée par un cadre institutionnel bâti sur un Haut Commissariat placé au niveau du Cabinet du Président de la République. Elle repose sur la mise en œuvre des actions suivantes :

- l'amélioration des niveaux des rendements agricoles ;
- la construction des infrastructures et l'amélioration des techniques de stockage et les appuis conseils et matériel aux paysans et l'organisation des filières ;
- le développement de l'irrigation par la valorisation du barrage de Kandadji ;
- la réhabilitation de 9.700 ha d'aménagements hydro-agricoles (AHA), irrigation de 40.000 ha, la construction de 15.000 ha de périmètres et la mise en culture de 50.000 ha en cultures de décrue ainsi que la réalisation de petites retenues d'eau, de seuils d'épandages et de mares artificielles ;
- la promotion de culture de substitution à haute valeur nutritive et de cultures à haute valeur marchande, en encourageant les entreprises privées ;
- le développement de l'élevage par l'amélioration de l'alimentation, la création des points d'eau et le renforcement des capacités des services vétérinaires ;
- la gestion durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement par la lutte contre la dégradation des terres et la désertification, la réalisation d'une grande muraille verte et l'adaptation aux changements climatiques ;
- la prévention et la gestion des crises alimentaires et lutte contre la malnutrition et la revalorisation du stock national de sécurité à 150.000 tonnes, dont 100.000 tonnes en numéraires et 50.000 tonnes en stocks physiques ;
- la redynamisation et la valorisation des résultats de la recherche agricole, les transferts et la mise au point de nouvelles technologies ;
- le renforcement de la banque agricole pour lui permettre de garantir le financement de la production et de la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux.

Les coûts estimatifs des programmes opérationnels (PAP et hors PAP) de l'I-3N pour la période s'élevaient à 1.000,8 milliards de FCFA.

Sources : PDES 2012-2015, Initiative 3N.

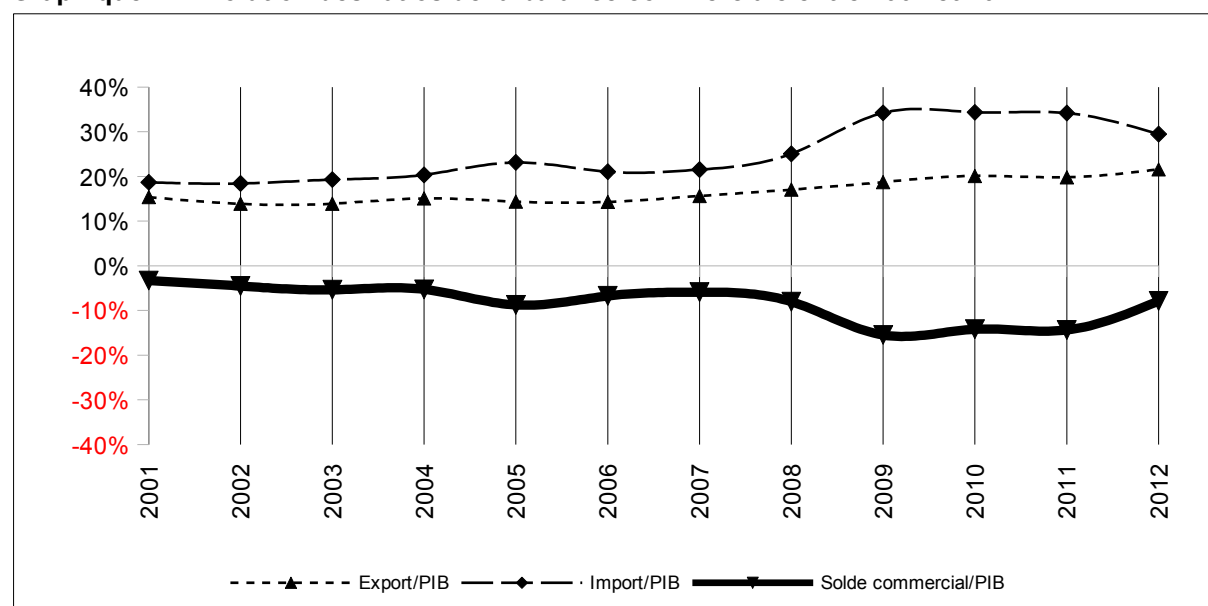
Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2000 et 2012



Source : BCEAO.

L'amélioration du déficit commercial entre 2011 et 2012 résulte de l'accroissement des exportations (+136.903 millions ou +22,7%), conjuguée au repli des importations (-62.974 millions ou 6,1%). En effet, la vigueur des exportations traduit particulièrement le démarrage des ventes pétrolières avec une facture de 116.627 millions. Elle dénote également de la bonne tenue des livraisons d'uranium (+6,8%) et de celles des réexportations et des produits agropastoraux. Parallèlement, les importations se sont repliées, en ligne avec la forte baisse de la facture de produits pétroliers concomitante à l'absence d'achats d'hydrocarbures (gasoil, essence et gaz butane) liée à la mise en production de la raffinerie de Zinder. En conséquence, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 75,8% contre 57,9% en 2011 un an plus tôt. Le graphique 4 présente l'évolution des ratios de la balance commerciale.

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2001 et 2012



Source : BCEAO.

1.1.1 - Exportations de biens

1.1.1.1 - Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes de la 6^{ème} édition du Manuel de balance des paiements. Il en ressort un montant total des exportations de 736.361 millions en 2012 contre 599.454 millions en 2011, soit une hausse de 22,8% provenant de la rubrique « marchandises générales ». Cette performance provient notamment des ventes d'uranium, en liaison avec la revalorisation du prix contractuel, de l'exportation du pétrole raffiné, et, dans une moindre mesure, de celles des produits agropastoraux du fait de la bonne campagne agricole. S'agissant des expéditions d'or, elles se sont établies à 45.330 millions en 2012 contre 46.067 millions 2011, soit une diminution de 1,6%.

Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens

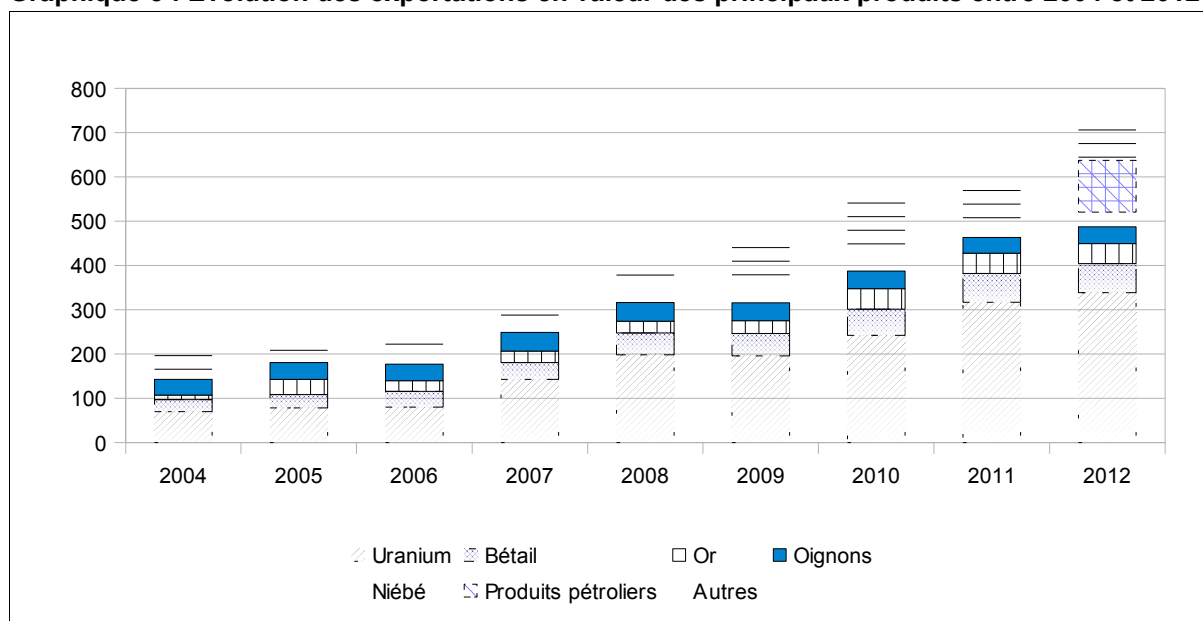
(Montants en millions FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales	281 154	370 418	431 112	523 722	553 371	690 976
<i>Dont réexportations</i>	33 629	26 835	24 721	45 707	46 443	64 549
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce					16	55
Or non monétaire	25 529	26 375	29 137	46 409	46 067	45 330
Total exportations de biens	317 891	408 530	470 701	570 131	599 454	736 361
Ratio des exportations /PIB	15,5%	16,9%	18,5%	20,1%	19,8%	21,6%

Source : BCEAO.

L'évolution des exportations des principaux produits depuis 2004 est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits miniers (uranium et or) et des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé notamment).

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2004 et 2012



Source : BCEAO.

Encadré 2 : Exploitation pétrolière au Niger

Le Niger et la China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation (CNODC) ont signé le 02 juin 2008 un Contrat de Partage de Production (CPP) relatif au bloc Agadem. Le CPP retient principalement la valorisation des réserves pétrolières du Niger à travers le raffinage du brut sur place, la vente locale ainsi que l'exportation des produits pétroliers raffinés et bruts.

La première phase d'investissements a permis de réaliser des forages sur le permis d'Agadem (Région de Diffa), de construire un pipeline d'acheminement et d'installer une raffinerie dans la banlieue de Zinder, pour un coût global de près de 2.638,2 millions de dollars US.

Le pétrole brut est acheminé par un pipeline de 462,5 Km du champ pétrolier d'Agadem à la raffinerie, qui a une capacité de raffinage de 20.000 barils par jour, soit un (01) million de tonnes par an.

Ainsi, l'exploitation pétrolière est assurée par trois entreprises : la China National Petroleum Corporation-Niger Petroleum (CNPC-NP), chargée de la production du brut et de son acheminement, la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), pour la production des produits pétroliers raffinés, et la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP), ayant en charge la commercialisation locale et les exportations.

Au niveau local, de nombreux nouveaux distributeurs sont venus s'ajouter aux opérateurs historiques (Total, Oil libya), pour la vente à la pompe à travers tout le pays.

Au titre de l'année 2012, la production du brut a atteint plus de 4,6 millions de barils. La production raffinée a été chiffrée en moyenne à environ 13.000 barils/jour et les ventes d'hydrocarbures ont cumulé à 223,1 milliards de FCFA, dont 116,6 milliards de FCFA d'exportation.

En plus de son impact positif sur le niveau de l'activité économique, l'exploitation pétrolière contribue fortement à l'amélioration des extérieurs du Niger. En effet, les postes de la balance commerciale, celle des services et des revenus primaires et secondaires sont respectivement affectés par les exportations des produits pétroliers, les importations des produits intermédiaires, le fret des produits pétroliers et les prestations de services sur les installations techniques ainsi que les rapatriements des salaires des travailleurs expatriés et des dividendes.

Par ailleurs, les opérations financières sont impactées par le service de la dette de la SORAZ et les investissements directs étrangers négatifs, résultant de la récupération des coûts pétroliers prévue dans le CPP.

Cette dynamique favorable sera renforcée par la deuxième phase d'investissements, visant la construction d'un pipeline destiné à l'exportation du brut via le Tchad et le Cameroun. En effet, le Gouvernement a adopté le 3 janvier 2014 le tracé du pipeline et les consultations pour les travaux de construction seront incessamment lancées.

Au total, l'exploitation pétrolière avec une moyenne de 13 000 barils/jour en 2012 pourrait atteindre en 2016 80.000 barils/jour, dont 60.000 barils du pétrole brut destinés à l'exportation, après l'installation du pipeline. Cette nouvelle dynamique dans l'exploitation pétrolière donnerait une nette impulsion aux échanges extérieurs du Niger.

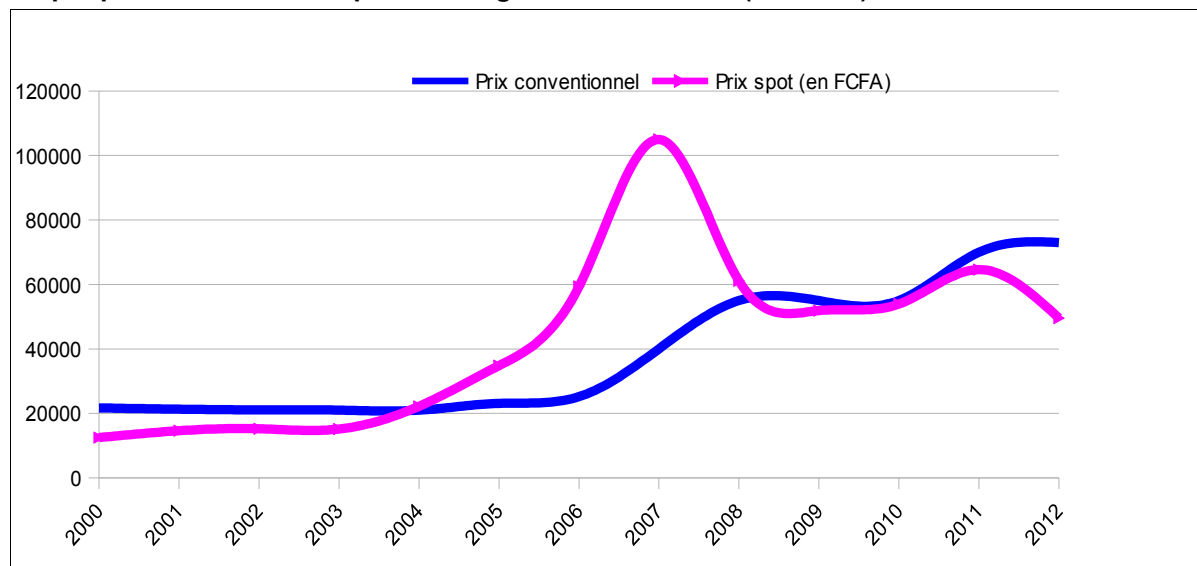
1.1.1.2 - Composition des exportations de biens

1.1.1.2.1 - Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 4.623,2 tonnes contre 4.499,0 tonnes en 2011, soit une hausse de 2,8%. Quant au prix conventionnel du kilogramme, il a été rehaussé de 70.000 FCFA à 73.000 FCFA le kilogramme. Dans ce

contexte, les exportations d'uranium se sont établies à 338.714,0 millions en 2012, après 317.091 millions enregistrés en 2011, soit une hausse de 6,8% imputable à la fois au volume et au prix.

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2000 et 2012



Source : BCEAO.

1.1.1.2.2 - Pétrole

Démarrée en novembre 2011, la production des produits pétroliers est assurée par la Société de Raffinerie de Zinder (SORAZ) qui a une capacité de raffinage de 20.000 barils/jour. Cette production est répartie entre la consommation intérieure, estimée à 7.000 barils/jour, et les exportations. Ainsi, les exportations du pétrole raffiné se sont établies à 116.627 millions principalement vendues dans la sous région.

1.1.1.2.3 - Or

En ce qui concerne l'or, la valeur des ventes a baissé de 1,6% pour ressortir à 45.330 millions en 2012 contre 46.067 millions un an plus tôt.

1.1.1.2.4 - Bétail

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2012/2013 ayant été meilleurs que ceux de la saison 2011/2012, la production de la branche bétail est estimée supérieure à celle de l'année précédente. Dans ces conditions, la quantité de bétail exportée a connu une hausse par rapport à l'année 2011. Au total, la valeur des exportations s'est accrue de 1,1% pour s'établir à 65.338 millions en 2012 contre 64.651 millions un an plus tôt.

1.1.1.2.5 - Oignons

La valeur totale des exportations d'oignons ressort à 37.903 millions en 2012 contre 35.440 millions l'année précédente, soit une hausse de 7,0%, imputable au regain des volumes exportés. Cette évolution est liée à la bonne répartition de la pluviométrie dans

l'espace et dans le temps par rapport à l'année 2011 ainsi qu'à la hausse de la production induite par l'initiative 3N.

1.1.1.2.6 - Niébé

En 2012, la valeur des exportations de niébé s'est située à 33.348 millions, en régression de 23,8% par rapport au niveau de 43.740 millions enregistré un an plus tôt. Cette situation résulte de la baisse de la production de ce produit de 29,3% en 2012, à la suite de la mauvaise campagne agricole pour les légumineuses.

1.1.1.2.7 - Autres exportations

Les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.). Ces exportations sont ressorties à 99.101 millions en 2012 contre 92.465 millions en 2011, soit une augmentation de 7,2 % tirée par les réexportations de friperies de 18.308 millions, de tissus de coton de 7.256,7 millions et de produits alimentaires notamment. L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations³ est ressorti à 2,7%, en repli par rapport à son niveau de 2011 qui était à 3,3% . Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 20%.

Tableau 4 : Evolution du service de la dette sur les exportations ajustées de marchandises générales

(Montants en millions FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations totales ajustées	317 891	408 530	470 701	570 131	599 454	736 361
Service de la dette	12 300	17 500	17 381	17 354	19 855	19 856
Service de la dette/Exportations	3,90%	4,30%	3,70%	3,00%	3,30%	2,70%

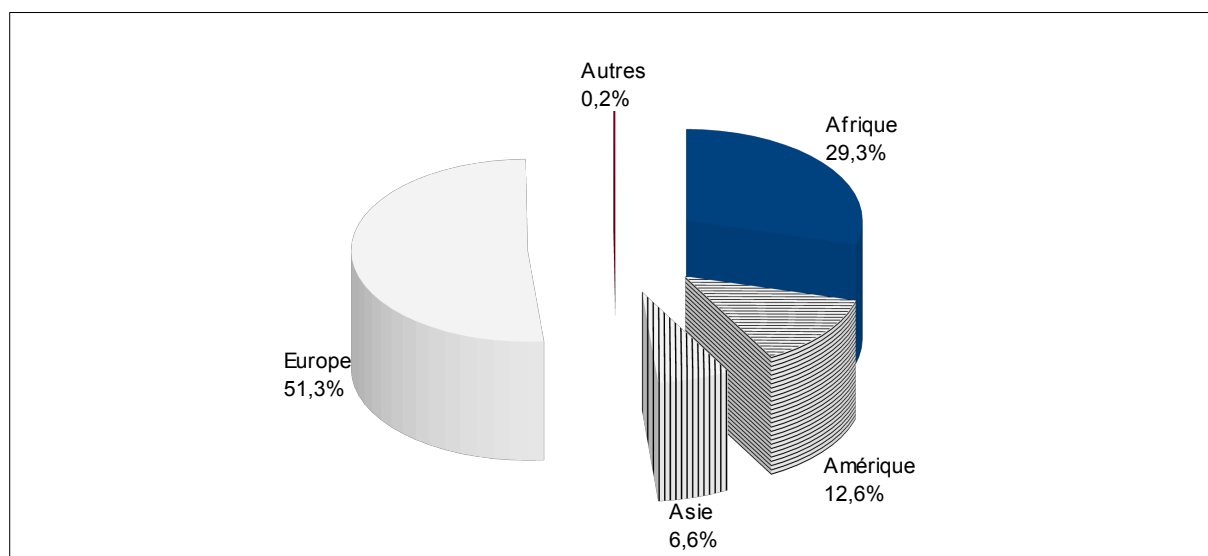
Source : BCEAO.

1.1.1.3 - Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Afrique, de l'Europe et de l'Amérique et un repli de celle de l'Asie. L'Europe demeure le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 51,3% de ses ventes en 2012, suivie de l'Afrique (29,3%), de l'Amérique (12,6%) et de l'Asie (6,6%) comme l'indique le graphique 7 suivant.

³ Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations qui sera absorbée par le service de la dette. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

Graphique 7 : répartition des exportations par zone géographique en 2012



Source : BCEAO.

Le maintien de l'Europe à sa place de premier client du Niger s'explique par l'accroissement du volume de l'uranium exporté en direction de ce continent. Les exportations d'or, essentiellement orientées vers la Suisse, contribuent également à la consolidation de cette prédominance.

Quant à l'Afrique, elle occupe la deuxième place des partenaires du Niger à l'exportation, avec 29,3% des échanges. Cette situation est due essentiellement à l'exportation du pétrole raffiné en direction des pays voisins.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries⁴ relevées entre les pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 13,9% des exportations du Niger en 2012 alors que le niveau était de 9,3% en 2011. Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignons, du bétail et surtout du pétrole raffiné, principalement en direction du Mali, du Bénin, du Sénégal, du Togo et de la Côte d'Ivoire (cf. annexe 2.3).

La position de l'Amérique s'explique par les ventes de l'uranium, ce qui la classe en troisième position devant l'Asie. En effet, en ressortant à 82.852 millions, les exportations en direction de l'Amérique sont dominées par les expéditions d'uranium vers les États-Unis.

1.1.2 - Importations de biens

1.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens

Le tableau 5 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes de la 6^e édition du Manuel de balance des paiements.

⁴ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, la Banque Centrale a mis en place en 2007 une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens

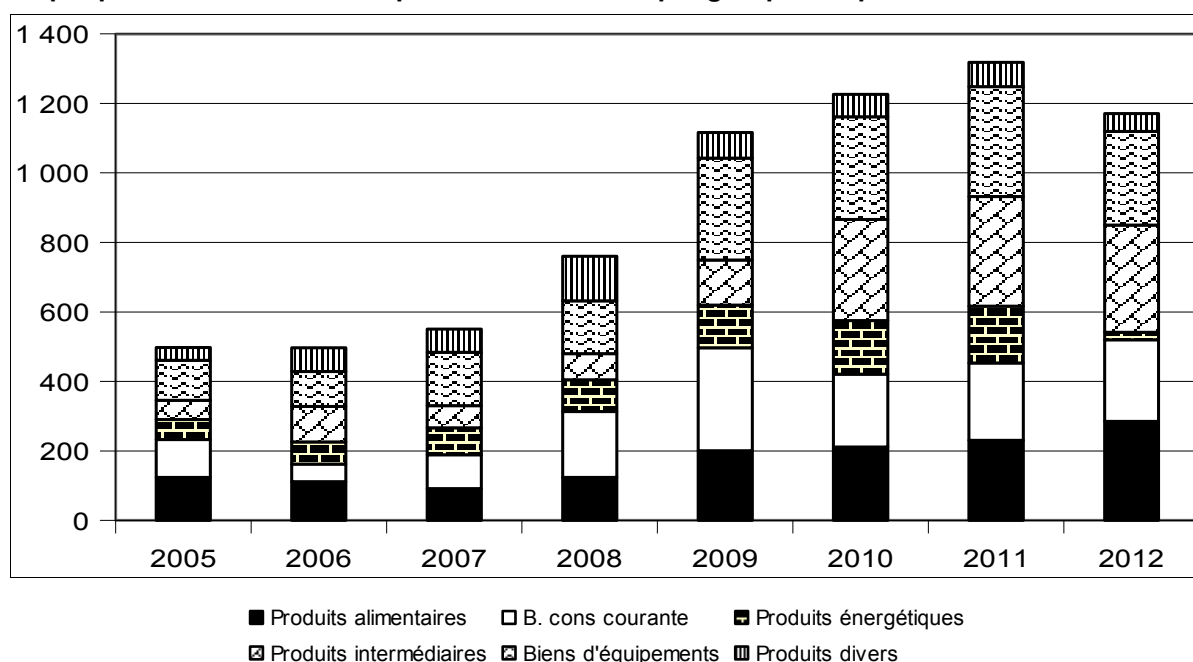
(Montants en millions FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales	432 013	594 410	837 835	962 601	1 034 500	971 526
Or non monétaire	0	0	0	0	0	0
Total importations fob de biens	432 013	594 410	837 835	962 601	1 034 500	971 526
PIB nominal	2 052 960	2 419 700	2 548 400	2 832 300	3 025 500	3 414 300
Importations fob de biens /PIB	21,40%	25,00%	33,50%	34,00%	34,20%	28,45%

Source : BCEAO.

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 8 ci-dessous, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2005 à 2012



Source : BCEAO.

1.1.2.2 - Composition des importations de biens

La décomposition de ces groupes de produits (annexe 1.11) a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement constituent le groupe prédominant, avec 26,4% du total des achats à l'extérieur, suivis des produits alimentaires (24,3%), des biens intermédiaires (23,0%), des biens de consommation courante (20,1%) et des autres (6,2%). Toutefois, les importations des biens d'équipement se sont repliées en liaison avec le ralentissement du rythme des forages sur le site d'AGADEM et les retards enregistrés sur le projet d'exploitation uranifère à Imouraren. En outre, le démarrage de la production pétrolière a permis de réduire de manière significative la facture énergétique. Quant à la hausse des achats de produits alimentaires, elle résulte de l'envolée des prix de ces produits sur le marché mondial et du fait que l'initiative 3N était à son début de mise en œuvre.

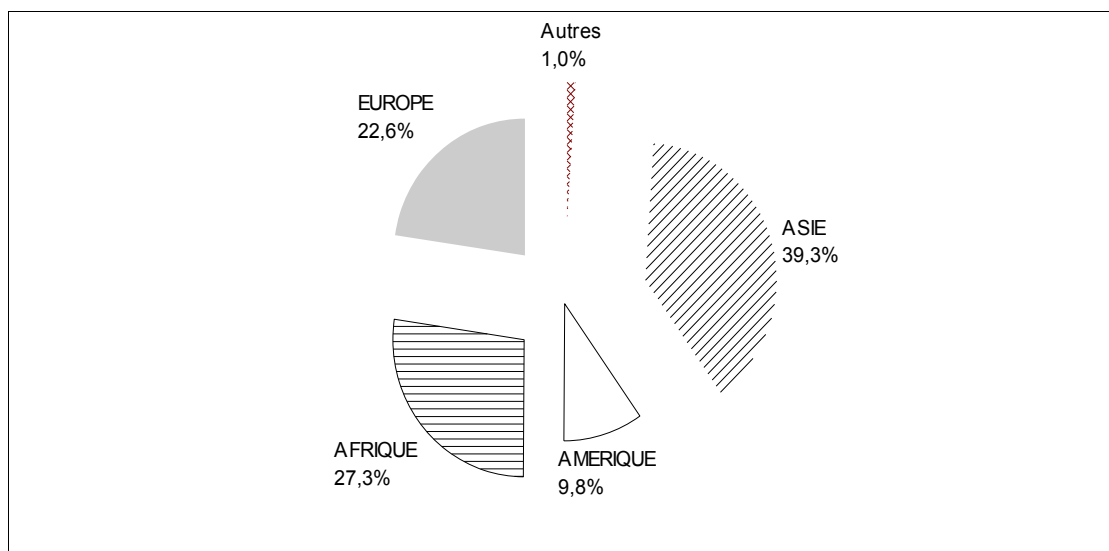
1.1.2.3 - Orientation géographique des importations de biens

Comme l'indique l'annexe 1.12, la zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger, avec 39,3% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2012. Elle est suivie par l'Afrique et l'Europe et avec respectivement 27,3% et 22,6% des marchandises importées. Quant à l'Amérique, elle a livré 9,8% des importations du Niger.

L'Asie fournit pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, du matériel de bureau, des textiles, des friperies et du thé. Les importations de produits asiatiques sont ressorties à 363.716 millions en 2012 contre 317.337 millions en 2011. Cette augmentation est essentiellement imputable au regain des importations de biens d'équipement et intermédiaires en provenance de la Chine.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, du matériel de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules d'occasion et des produits de conserve. Elles ont baissé de 6,4%, pour ressortir à 209.326 millions en 2012 contre 223.624 millions un an plus tôt.

Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation (en 2012)



Source : BCEAO.

Au niveau du continent africain, 64,1% des marchandises proviennent de la Zone UEMOA. Les importations de cette zone sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales et des fruits et légumes. Les approvisionnements en provenance de la Zone UEMOA ont gagné 22,8 points de pourcentage pour s'établir à 162.028 millions en 2012 contre 133.699,0 millions à fin décembre 2011. Ces transactions sont dominées par le Togo (37,5%), suivi du Bénin (24,1%) et de la Côte d'Ivoire (22,1%). Le repli des transactions avec le Bénin est en lien avec les difficultés de transit via le port autonome de Cotonou rencontrées par les commerçants nigériens au cours de l'année 2012.

1.2 - Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est creusé de 7.119 millions pour ressortir à 385.132 millions en 2012. Cette situation résulte de la consommation des autres services extérieurs. En effet, le solde des autres services a connu une dégradation significative en passant d'un solde déficitaire de 88.333 millions pour l'année 2011 à 99.203 millions en 2012. La poursuite de l'exploration dans les domaines minier et pétrolier, des travaux du barrage de Kandadji ainsi que l'intensification des activités dans la branche télécommunications expliquent l'essentiel de cette demande.

Quant au retrait de la facture des transports, il s'explique essentiellement par la baisse constatée au niveau du fret et des assurances, en liaison avec le reflux des importations.

Tableau 6 : Evolution de la balance des services de 2007 à 2012

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Transport	-125 808	-173 557	-248 019	-265 205	-295 177	-292 851
Voyage	5 626	4 652	5 785	6 771	5 497	6 922
Autres services	-16 285	-41 607	-57 508	-99 928	-88 333	-99 203
Total balance des services	-136 467	-210 512	-299 742	-358 894	-378 013	-385 132

Source : BCEAO.

1.2.1 - Transports

En liaison avec l'évolution du fret, le solde déficitaire des transports s'est amélioré, passant de 295.177 millions en 2011 à 292.851 millions en 2012. Les dépenses nettes au titre du fret et des assurances, qui en sont la composante essentielle, se sont chiffrées à 239.849 millions, marquant ainsi une amélioration de 30.403 millions ou 11,3% par rapport à l'année 2011.

Tableau 7 : Evolution du poste "transports"

(Montants en millions FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Transports	-125 808	-173 557	-248 019	-265 205	-295 177	-292 851
- passagers	-7 509	-10 567	-13 186	-1 435	-1 438	-52 546
- Fret	-118 528	-163 242	-234 953	-263 642	-270 252	-239 849
- Autres	229	252	120	-660	-564	-456
Importations CAF de marchandises	-550 541	-759 672	-1 116 328	-1 226 242	-1 318 300	1 170 689
Fret/Importations CAF	21,50%	21,50%	21,00%	21,50%	20,50%	-20,49%

Source : BCEAO.

1.2.2 - Voyages

Le poste « voyages » est ressorti à 6.922 millions en 2012 contre 5.497 millions un an plus tôt. En effet, comme l'indique le tableau 8 ci-après, le poste voyage a affiché une hausse de 29,5% par rapport à l'année 2011, reflétant l'augmentation des voyages à titre professionnel qui est passé de 5.236 millions en 2011 à 6.456 millions en 2012.

Tableau 8 : Évolution du poste "voyages"

(Montants en millions FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Voyages	5 626	4 652	5 785	6 771	5 497	6 922
- à titre professionnel	3 437	5 207	3 949	4 146	5 236	6 456
- à titre personnel	2 189	-555	1 836	2 625	261	466

Source : BCEAO.

1.2.3 - Autres Services

L'examen de l'annexe 1.13 fait ressortir un solde déficitaire de 99.203 millions contre 88.333 millions en 2011, soit une dégradation de 10.870 millions ou 12,3%. Cette détérioration est essentiellement imputable à la conduite des grands travaux de construction, notamment dans le domaine minier (travaux d'Imouraren), les BTP (construction de l'échangeur de Niamey) et les télécommunications.

1.3 - Compte des revenus primaires

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, et des revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital.

Le solde des revenus primaires s'est dégradé de 45.003 millions pour s'établir à -69.103 millions, en liaison avec l'accroissement des paiements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications, plus important que celui des salaires versés par les non-résidents aux résidents.

Tableau 9 : Evolution de la balance du revenu primaire

(Montants en millions FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Rémunérations des salariés	14 564	14 835	15 085	15 572	12 059	13 264
Revenus des investissements	-14 775	-23 317	-31 409	-37 409	-36 159	-82 366
Dont intérêts sur la dette publique	-2 700	-3 700	-4 781	-3 554	-7 410	-7 413
Revenus primaires nets	-211	-8 482	-16 324	-21 837	-24 100	-69 103

Source : BCEAO.

Les revenus des salariés nets, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 13.264 millions en 2012 contre 12.059 millions un an plus tôt.

Quant aux revenus des investissements, leur solde s'est alourdi de 46.207 millions entre 2011 et 2012, en ressortant à -82.366 millions. Les versements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications constituent l'essentiel de ces flux. S'agissant des intérêts de la dette extérieure, ils se sont établis à 7.413 millions en 2012 contre 7.410 millions en 2011. Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus d'investissements de 9,0%, en baisse de 11,5 points de pourcentage par rapport à 2011.

Tableau 10 : Evolution des revenus nets des investissements

(Montants en millions FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total des revenus des investissements	-14 775	-23 317	-31 409	-37 409	-36 159	-82 366
.Revenus des investissements directs	-10 618	-23 345	-25 126	-8 161	-29 145	-59 756
. Intérêts sur la dette extérieure	-2 700	-3 700	-4 781	-3 554	-7 410	-7 413
. Autres revenus des investissements	-1 457	3 728	-1 502	-25 694	396	-15 197
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements	18,30%	15,90%	14,30%	9,50%	20,50%	9,0%

Source : BCEAO.

1.4 - Compte des revenus secondaires

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées en 2012 sont ressorties à 93.100 millions contre 56.500 millions en 2011. Plus de 54% des montants reçus proviennent de l'Union Européenne et 35,1% de la France. Le maintien d'un climat social apaisé avec l'installation des Autorités démocratiques explique la reprise des appuis budgétaires. S'agissant des aides en espèces et en nature, reçues par les organes officiels de l'Etat, en l'occurrence la Cellule Crise Alimentaire (CCA), elles sont évaluées à 24.750 millions en 2012, dont 19.678,7 millions reçus de l'Union Européenne.

Les transferts destinés aux ménages et aux ONG ont baissé de 32.940 millions pour s'établir à 49.947 millions, en dépit de l'augmentation des envois de fonds des travailleurs suite à la reprise des activités économiques en Côte d'Ivoire et en Lybie suite à la crise politique, ainsi que dans certains pays occidentaux, après la crise financière en Europe. Cette situation résulte de la situation de crise alimentaire en 2011, qui a vu les flux de transferts aux ménages et aux ONG augmenter, contrairement à l'année 2012.

Au total, le solde des revenus secondaires s'est établi à 167.800 millions contre 161.891 millions un an plus tôt, en rapport avec l'augmentation des transferts publics notamment les aides alimentaires.

Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu secondaire

(Montants en millions FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
- Administration publique	44 781	53 577	17 298	156 726	79 033	117 853
. dont aides budgétaires	27 600	35 600	5 900	47 200	56 500	93 101
- Autres secteurs	44 010	49 570	53 933	65 350	82 858	49 947
. dont envois de fonds des travailleurs	14 833	17 149	21 046	15 191	13 636	17 955
Total des revenus secondaires	88 791	103 147	71 231	222 076	161 891	167 800

Source : BCEAO.

II – COMPTE DE CAPITAL

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde global de ce compte s'est situé à 139.321 millions contre 68.523 millions en 2011. Cette hausse s'explique essentiellement par les dons projets, en provenance des pays de l'Union Européenne et des agences des Nations Unies notamment, avec la relance effective de la coopération après le contexte de transition politique. En effet, les montants des dons projets ont connu une hausse de 116,6% par rapport à 2011. L'UNICEF (17%), la Banque Mondiale(11,8%) et la France (11,4%) en sont parmi les principaux contributeurs.

Tableau 12 : Evolution du compte de capital

(Montants en millions FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
- Transferts de capital Adm. Publ.	94 438	110 881	109 169	82 995	57 157	126 500
. Remise de dette	0	0	3 669	0	0	3 000
. Autres transferts	94 349	110 881	105 500	82 983	57 157	123 500
- Transferts des autres secteurs	6 929	4 016	11 227	14 030	14 687	14 090
Total des transferts de capital	101 367	114 897	120 396	97 025	71 844	140 590
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers	27 480	123 375	-38	-40	-3 321	-1 269
Total compte de capital	128 847	238 272	120 358	96 985	68 523	139 321

Source : BCEAO.

III – COMPTE FINANCIER

Le compte financier retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers dans la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements. Ainsi, le solde financier est passé de -583.627 millions en 2011 à -550.169 millions en 2012. Cette évolution traduit principalement un léger reflux des flux de capitaux privés étrangers, sous forme de financements bancaires et d'apports des investisseurs directs après le pic intervenu en 2011. En effet, les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -428.379 millions en 2012 contre -498.528 millions en 2011, traduisant une relative baisse d'intensité de l'exploration minière et pétrolière ainsi que la poursuite des investissements dans les télécommunications.

Tableau 13 : Evolution du compte des opérations financières

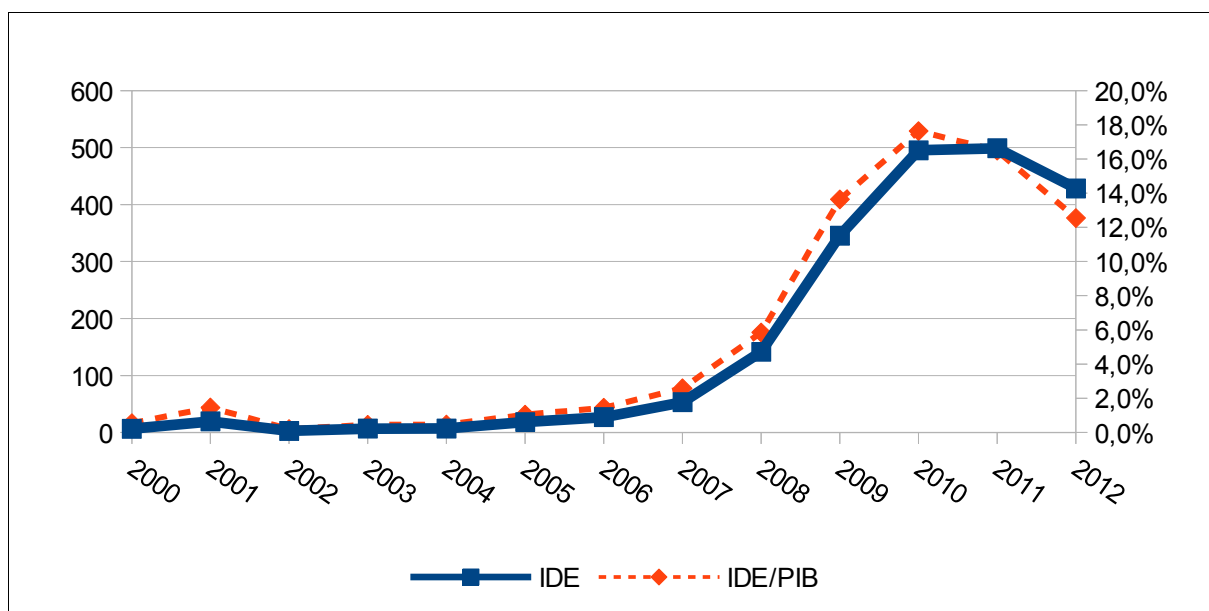
(Montants en millions FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
- Investissements directs	-57 984	-141 531	-345 407	-495 304	-498 528	-428 379
- Investissements de portefeuille	2 994	5 450	-7 409	-9 588	-8 704	-4 875
- Dérivés financiers					-94	0
- Autres investissements	-61 546	-15 786	-65 457	-62 674	-76 301	-116 915
Total des opérations financières	-116 536	-151 867	-418 273	-567 566	-583 627	-550 169

Source : BCEAO.

Comme l'indique le graphique 10 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) a présenté une tendance haussière continue à partir de 2002 avant leur stabilisation relative entre 2010 et 2011, traduisant le dynamisme du secteur des télécommunications et l'intensification des activités aurifères dont l'exploitation a commencé en octobre 2004. Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier. Une baisse est constatée pour l'année 2012.

Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2000 et 2012



Source : BCEAO.

IV – CAPITAUX MONÉTAIRES

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 314.137 millions en 2011 à 467.897 millions en 2012, soit une augmentation de 153.760 millions. Le tableau 18 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2007.

Tableau 14 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(Montants en millions FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2011/2012
Avoirs extérieurs	262 461	334 711	296 970	374 459	344 796	504 130	159 334
Position de réserve	4 306	8 572	4 645	7 501	10 314	6 323	-3 991
DTS détenus	30	696	38 757	41 291	42 236	41 495	-741
Avoirs en devises	258 125	325 443	253 568	325 667	292 246	456 312	164 066
Autres créances	-	-	-	-	-	-	-
Engagements extérieurs	21 740	33 632	27 873	33 976	30 658	36 233	5 575
Recours aux crédits FMI	17 871	23 885	25 833	29 960	28 369	33 283	4 914
Banques et institutions étrangères	2 635	6 793	2 030	4 016	2 290	2 944	654
Engagements en monnaies étrang.	-	-	-	-	-	-	0
Autres Dépôts Etrangers	-	-	-	-	-	-	0
Transferts à exécuter	1 234	2 954	10	0	0	6	6
Avoirs extérieurs nets	240 721	301 079	269 097	340 483	314 137	467 897	153 760

Source : BCEAO.

L'analyse du tableau 14 ci-dessus révèle que la hausse des avoirs officiels nets en 2012 provient principalement de l'augmentation des avoirs en devises de 164.066 millions, atténuée par la diminution de la position de réserve (-3.991 millions). Quant aux engagements, ils ont été tirés par le recours aux crédits du FMI (+4.914 millions).

4.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont raffermis de 13.280 millions en passant de -1.693 millions en 2011 à 11.587 millions en 2012. Cette situation reflète une accumulation d'avoirs extérieurs, partiellement compensée par la progression des engagements, comme l'indique le tableau 15 ci-après.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(Montants en millions FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	Variation 2011/2012
Avoirs	121 240	129 327	157 347	28 020
Engagements	-120 930	-131 020	-145 760	-14 740
Position monétaire extérieure (1)	310	-1 693	11 587	13 280

Source : BCEAO.

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

En 2012, l'évolution du secteur monétaire s'est traduite par une amélioration de 167.040,2 millions, imputable à une hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie nette négative des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements excédentaire de 162.685 millions contre un déficit de 28.074 millions en 2011.

Tableau 16 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)

(Montants en millions FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Variation des AEN de la BC	-72 357	-60 359	73 069	-71 365	26 346	-153 760
Variation des AEN du sect. Banc.	3 196	-11 898	18 110	-30 698	2 003	-13 280
Solde monétaire	-69 161	-72 257	91 179	-102 063	28 349	-167 040
Réévaluation	810	-439	-1 425	5 475	-275	4 355
Solde global de la balance des paiements	68 351	72 696	-89 754	96 588	-28 074	162 685

Source : BCEAO.

V – POSITION EXTERIEURE GLOBALE

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des engagements financiers des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

A fin 2012, la PEG du Niger s'est située à -531.977 millions contre un solde de -149.128 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 382.849 millions. Ce résultat traduit un accroissement des engagements plus rapide que celui des avoirs, en liaison principalement avec l'accumulation des capitaux privés étrangers.

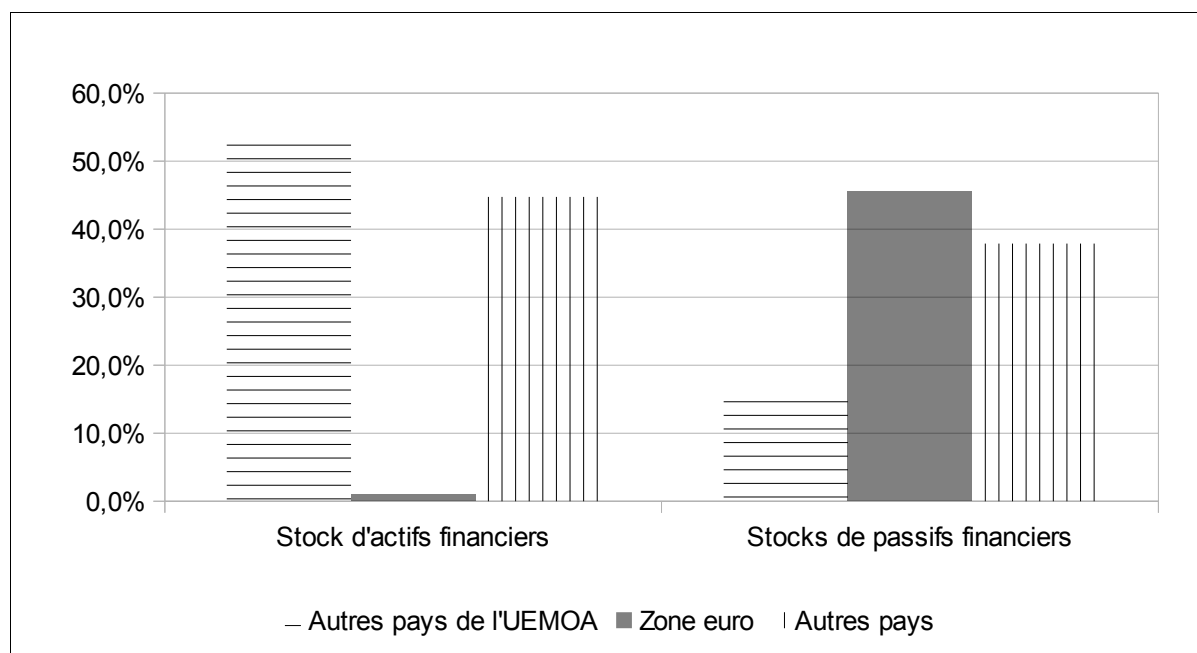
Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2012 sont retracés à l'annexe 1.18.

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 876.928 millions en 2012, en hausse de 226.945 millions par rapport à 2011. Cette hausse résulte de l'augmentation des « autres investissements » (+63.540 millions) et des avoirs de réserves (+159.333 millions) .

Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 1.408.905 millions en 2012 contre 799.110 millions en 2011, en progression de 609.795 millions essentiellement imputable à la hausse des « investissements directs étrangers » (+431.804 millions) et des « autres investissements » (+164.226 millions).

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des pays de l'UEMOA à hauteur de 54,3% et des autres pays avec 44,7% (voir graphique 11). Les engagements financiers sont principalement contractés avec la zone euro (45,6%), suivie des autres pays (37,9%). Ils sont essentiellement constitués des dépôts à court terme, des prêts et des crédits commerciaux.

Graphique 11 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2012



Source : BCEAO.

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 162.685 millions en progression de 190.759 millions par rapport à celui de l'année 2011, qui était déficitaire de 28.074 millions. Cette évolution résulte d'une amélioration du déficit courant, de l'augmentation de l'excédent du compte de capital et de la baisse du solde des opérations financières.

Le déficit du compte courant s'est réduit, en passant de 675.268 millions en 2011 à 521.600 millions en 2012. Cette évolution résulte d'une amélioration des soldes des biens et des revenus secondaires, partiellement compensée par une détérioration du solde de la balance des services et des revenus primaires. L'amélioration du déficit commercial entre 2011 et 2012 dépeint l'accroissement des exportations (+136.907 millions ou +22,8%), en liaison avec le début de l'exportation du pétrole raffiné vers les pays voisins. Elle reflète également le repli des importations de 6,1% en passant de 1.034.500 millions en 2011 à 971.526 millions un an plus tôt. Le déficit structurel de la balance des services s'est amplifié de 7 119 millions pour ressortir à 385.132 millions en 2012 contre 378.013 millions un an auparavant. S'agissant des revenus primaires, leur solde s'est dégradé de 45.003 millions pour s'établir à -69.103 millions, en liaison avec l'accroissement des paiements d'intérêts et des versements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications, plus important que celui des salaires versés par les non-résidents aux résidents.

Le solde global du compte de capital s'est situé à 139.321 millions contre 68.523 millions en 2011, en ligne avec les réceptions de dons projets imputables à la relance effective de la coopération après le contexte de transition politique.

S'agissant du solde financier, il est passé de -583.627 millions en 2011 à -550.169 millions en 2012. Cette évolution traduit principalement la stabilisation des flux de capitaux privés étrangers, sous forme de financements bancaires et d'apports des investisseurs directs après le pic intervenu en 2011. En effet, les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -428.379 millions en 2012 contre -498.528 millions en 2011, traduisant leur baisse d'intensité en lien avec l'exploration minière et pétrolière ainsi que la poursuite des investissements dans les télécommunications.

ANNEXES

- Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)**
- Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)**
- Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions**
- Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes**
- Annexe 1.5 : Compte de biens et services**
- Annexe 1.6 : Compte de biens**
- Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens**
- Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits**
- Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises**
- Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens**
- Annexe 1.11 : Importations par principaux produits**
- Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises**
- Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services**
- Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires**
- Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires**
- Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital**
- Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières**
- Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette**
- Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)**
- Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)**
- Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2012 (Optique FMI)**
- Annexe 2.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2012 à partir des statistiques officielles**
- Annexe 2.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2012**
- Annexe 2.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2012**
- Annexe 2.4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2011**
- Annexe 2.5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2012**
- Annexe 2.6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2011**
- Annexe 2.7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2012**
- Annexe 2.8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2011**
- Annexe 3.1 : Présentation des principales innovations introduites par la 6^e édition du manuel de la balance des paiements**
- Annexe 3.2 : Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé**

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 049 818	1 571 418	-521 600
1.A	Biens et services	774 877	1 395 174	-620 297
1.A.a	Biens	736 361	971 526	-235 165
1.A.a.1	Marchandises générales	690 976	971 526	-280 550
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	64 549	0	64 549
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	55	0	55
1.A.a.3	Or non monétaire	45 330	0	45 330
1.A.b	Services	38 516	423 648	-385 132
1.A.b.3	Transport	1 884	294 735	-292 851
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0	239 849	-239 849
1.A.b.4	Voyage	25 463	18 541	6 922
1.A.b.0	Autres services	11 169	110 372	-99 203
1.B	Revenus primaires	75 027	144 130	-69 103
1.B.1	Revenus des salariés	32 108	18 844	13 264
1.B.2	Revenus des investissements	42 919	125 285	-82 366
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	0
1.C	Revenus secondaires	199 914	32 114	167 800
1.C.1	Administrations publiques	117 853	0	117 853
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	93 101	0	93 101
1.C.2	Autres secteurs	82 061	32 114	49 947
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	45 412	27 457	17 955
2	Compte de capital	146 000	6 679	139 321
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	1269	-1269
2.2	Transfert en capital	146 000	5 410	140 590
2.2.1	Administrations publiques	126 500	0	126 500
	<i>Remises de dettes</i>	3 000	0	3 000
2.2.2	Autres secteurs	19 500	5 410	14 090
3	Compte financier	219 872	607 356	-387 484
3.1	Investissements directs	1 115	429 494	-428 379
3.2	Investissements de portefeuille	295	5 170	-4 875
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	47 257	164 172	-116 915
3.5	Avoirs de réserves	171 205	8 520	162 685
6	Erreurs et omissions nettes	-975 946	-970 741	0

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 049 818	1 571 418	-521 600
1.A	Biens et services	774 877	1 395 174	-620 297
1.A.a	Biens	736 361	971 526	-235 165
1.A.a.1	Marchandises générales	690 976	971 526	-280 550
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	64 549		64 549
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	55	0	55
1.A.a.3	Or non monétaire	45 330	0	45 330
1.A.b	Services	38 516	423 648	-385 132
1.A.b.3	Transport	1 884	294 735	-292 851
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0	239 849	-239 849
1.A.b.4	Voyage	25 463	18 541	6 922
1.A.b.0	Autres services	11 169	110 372	-99 203
1.B	Revenus primaires	75 027	144 130	-69 103
1.B.1	Revenus des salariés	32 108	18 844	13 264
1.B.2	Revenus des investissements	42 919	125 285	-82 366
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	0
1.C	Revenus secondaires	199 914	32 114	167 800
1.C.1	Administrations publiques	117 853	0	117 853
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	93 101	0	93 101
1.C.2	Autres secteurs	82 061	32 114	49 947
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	45 412	27 457	17 955
2	Compte de capital	146 000	6 679	139 321
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	1 269	-1 269
2.2	Transfert en capital	146 000	5 410	140 590
2.2.1	Administrations publiques	126 500	0	126 500
	<i>Remises de dettes</i>	3 000	0	3 000
2.2.2	Autres secteurs	19 500	5 410	14 090
3	Compte financier	48 667	598 836	-550 169
3.1	Investissements directs	1 115	429 494	-428 379
3.2	Investissements de portefeuille	295	5 170	-4 875
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	47 257	164 172	-116 915
	Administration publique	0	73 100	-73 100
3.5	Autres secteurs	47 257	91 072	-43 815
6	Erreurs et omissions nettes	-975 946	-970 741	
7	Solde global	171 205	8 520	162 685
8	Avoirs et engagements extérieurs	-171 205	-8 520	-162 685
8.1	Banque centrale	-160 182	-6 155	-154 027
8.2	Autres institutions de dépôts	-11 023	-2 365	-8 658

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions FCFA)

	Poste	2009	2010	2011	2012
1	Compte des transactions courantes	-621 322	-561 467	-675 268	-521 600
1.A	Biens et services	-676 229	-761 706	-813 059	-620 297
1.A.a	Biens	-376 487	-402 812	-435 046	-235 165
1.A.a.1	Marchandises générales	-406 033	-453 883	-481 129	-280 550
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	25 694	45 707	46 443	64 549
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce				
1.A.a.3	Or non monétaire	29 100	46 400	46 067	45 330
1.A.b	Services	-299 742	-358 894	-378 013	-385 132
1.A.b.3	Transport	-248 019	-265 205	-295 177	-292 851
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-234 953	-263 642	-270 252	-239 849
1.A.b.4	Voyage	5 785	6 771	5 497	6 922
1.A.b.0	Autres services	-57 508	-99 928	-88 333	-99 203
1.B	Revenus primaires	-16 324	-21 837	-24 100	-69 103
1.B.1	Revenus des salariés	15 085	15 572	12 059	13 264
1.B.2	Revenus des investissements	-31 409	-37 409	-36 159	-82 366
1.B.3	Autres revenus primaires				
1.C	Revenus secondaires	71 231	222 076	161 891	167 800
1.C.1	Administrations publiques	17 289	156 726	79 033	117 853
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	5 900	47 200	56 500	93 101
1.C.2	Autres secteurs	53 933	65 350	82 858	49 947
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	21 046	15 191	13 636	17 955
2	Compte de capital	120 358	96 985	68 523	139 321
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	-38	-40	-3 321	-1 269
2.2	Transfert en capital	120 396	97 025	71 844	140 590
2.2.1	Administrations publiques	109 169	82 995	57 157	126 500
	<i>Remises de dettes</i>	3 669		164	3 000
2.2.2	Autres secteurs	11 227	14 030	14 687	14 090
3	Compte financier	-418 273	-567 566	-583 627	-550 169
3.1	Investissements directs	-345 407	-495 304	-498 528	-428 379
3.2	Investissements de portefeuille	-7 409	-9 588	-8 704	-4 875
3.3	Dérivés financiers			-94	0
3.4	Autres investissements	-65 457	-62 674	-76 301	-116 915
3.4.0.3	Administration publique	-31 040	-13 855	-12 125	-73 100
3.4.0.4	Autres secteurs	-34 417	-48 819	-112 860	-43 815
6	Erreurs et omissions nettes		-6 496	-4 956	0
7	Solde global	-89 754	96 588	-28 074	162 685
8	Avoirs et engagements extérieurs	89 754	-96 588	28 074	-162 685
8.1	Banque centrale	70 719	-67 666	26 759	-154 027
8.2	Autres institutions de dépôts	18 110	-28 922	1 315	-8 658

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012
Biens et services	-676 229	-761 706	-813 059	-620 297
Biens	-376 487	-402 812	-435 046	-235 165
Services	-299 742	-358 894	-378 013	-385 132
Revenus primaires	-16 324	-21 837	-24 100	-69 103
Revenus secondaires	71 231	222 076	161 891	167 800
Solde du compte courant	-621 322	-561 467	-675 268	-521 600
Solde du compte courant (hors dons)	-638 611	-718 193	-754 301	-639 453
PIB Nominal	2 548 447	2 832 286	3 024 271	3 414 269
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-24,4%	-19,8%	-22,3%	-15,3%
Solde du compte courant (hors dons)	-25,1%	-25,4%	-24,9%	-18,7%
Dons	17 289	156 726	79 033	117 853

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012
Exportations de biens et services	517 883	628 718	632 144	774 877
Importations de biens et services	1 194 112	1 390 424	1 445 203	1 395 174
Balance commerciale de biens et services	-676 229	-761 706	-813 059	-620 297
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	43,4%	45,2%	43,7%	55,5%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	67,2%	71,3%	68,7%	71,8%

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012
Exportations de biens	470 701	570 131	599 454	736 361
Importations de biens	847 188	972 943	1 034 500	971 526
Balance commerciale de biens	-376 487	-402 812	-435 046	-235 165
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	55,6%	58,6%	57,9%	75,8%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	51,7%	54,5%	54,0%	56,5%
	-14,8%	-14,2%	-14,4%	-7,8%

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales	431 112		553 371	690 976
<i>Dont réexportations</i>	24 721	45 707	46 443	64 549
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce			16	55
Or non monétaire	29 137	46 409	46 067	45 330
Total exportations de biens	470 701	570 131	599 454	736 361

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

(En millions FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
Uranium	198 188	195 585	242 250	317 091	338 714
Bétail	49 748	50 643	58 137	64 651	65 338
Oignons	42 090	40 280	39 760	35 440	37 903
Pétrole raffiné					116 627
Niébé	41 786	57 791	52 796	43 740	33 348
Or non monétaire	26 375	29 137	46 409	46 067	45 330
Autres march. Généré.	50 343	97 265	130 779	92 465	99 101
dont réexportation	26 082	26 287	45 707	46 443	64 548
Total exportations de biens	408 530	470 701	570 131	599 454	736 361

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
EUROPE	160 469	176 440	181 324	255 074	336 117
UNION EUROPEENNE	142 827	144 803	142 302	221 211	276 094
France	116 622	129 864	133 206	203 518	275 426
Espagne	8 095	2 730	467	10 823	668
Allemagne	17 642	53	261	6 870	0
Suisse	17 642	31 637	39 022	33 863	45 630
AFRIQUE	100 698	122 901	128 383	83 951	191 793
UEMOA	10 402	37 112	36 646	42 359	90 829
Bénin	1 676	17 137	7 257	13 671	22 316
Burkina	1 682	5 904	9 993	2 904	7 147
Côte d'Ivoire	6 866	1 555	5 883	6 173	3 316
Guinée-Bissau	0	375	276	268	0
Mali	64	4 145	5 002	5 800	45 501
Sénégal	14	990	3 765	4 568	4 942
Togo	100	7 006	4 470	8 975	7 608
CEDEAO (hors UEMOA)	89 132	84 308	91 475	41 267	98 877
Nigeria	80 295	80 552	77 384	24 529	74 087
Ghana	8 837	3 756	14 091	16 738	24 790
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	1 164	1 481	262	325	2 087
AMERIQUE	48 612	68 038	40 398	51 822	82 852
USA	46 578	67 952	39 980	51 661	73 806
Canada	379	86	55	43	519
Autres *	1 655	0	363	118	8 527
ASIE	40 048	31 353	38 415	59 836	43 370
Japon	32 997	30 190		46 041	32 208
Autres pays	5 319	4 502	4 321	2 664	1 192
TOTAL	355 146	403 234	392 841	453 347	655 324

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la septième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

* Brésil 8 003,1 milliards

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

(En millions FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales	837 835	962 601	1 034 500	971 526
Or non monétaire	0	0	0	0
Total importations de biens	837 835	962 601	1 034 500	971 526
Importations de biens / PIB	33,1%	34,3%	34,2%	28,5%

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012
Produits alimentaires	200 661	211 036	229 900	284 600
Autres biens de consommation courante	295 800	209 806	223 020	235 200
Produits énergétiques	122 952	154 344	163 400	31 627
Matières premières et biens intermédiaires	128 554	291 037	315 308	309 002
Biens d'équipement	293 100	295 707	316 800	269 280
Produits divers	75 261	64 312	69 872	92 337
Total importations de biens CAF	1 116 328	1 226 242	1 318 300	1 222 045
Total importations de biens FOB	837 835	962 601	1 034 500	971 526

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises
(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2008	2009	2010	2011	2012
EUROPE	174 093	228 505	310 713	223 624	209 326
UNION EUROPEENNE	163 155	214 795	306 055	201 450	196 491
France	69 702	91 763	124 257	104 664	101 364
Royaume-Uni	17 339	22 827	58 322	17 425	3 603
Allemagne	12 021	15 826	23 054	27 201	34 572
Pays-Bas	40 319	53 080	36 147	21 812	13 042
Espagne	4 678	6 159	5 909	6 784	9 601
Italie	6 082	8 007	6 407	8 587	9 137
AUTRES PAYS DE L'UE	13 014	17 133	51 959	14 978	25 172
AUTRES PAYS D'EUROPE	10 939	13 710	4 658	22 174	12 836
AFRIQUE	140 440	186 966	228 707	199 642	252 586
UEMOA	82 739	132 359	100 978	133 699	162 028
Bénin	6 022	40 202	14 561	38 463	38 997
Burkina	10 952	15 563	13 777	11 882	9 059
Côte d'Ivoire	31 602	36 046	29 934	23 396	35 864
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Mali	2 235	8 790	6 533	6 918	8 948
Sénégal	4 701	4 751	5 040	6 045	8 363
Togo	27 227	27 007	31 133	46 996	60 798
CEDEAO (hors UEMOA)	33 915	44 851	102 621	49 003	64 840
Nigeria	26 040	38 760	73 900	42 075	51 887
Ghana	7 875	6 091	28 722	6 928	12 953
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	23 787	9 756	25 108	16 940	25 719
AMERIQUE	64 931	53 780	88 077	56 194	90 651
USA	42 569	35 469	64 882	30 730	57 335
Brésil	3 088	2 558	2 419	6 723	23 246
Argentine	19 274	15 753	20 776	8 075	6 603
ASIE	166 777	298 584	487 144	317 337	363 716
Japon	20 340	27 225	36 096	28 525	51 209
Pakistan	17 836	10 291	6 411	10 246	26 754
Rep,Pop,Chine	70 143	212 306	405 163	236 554	182 742
Inde	13 017	13 922	5 353	9 074	40 221
Arabie Saoudite	915	0	0	789	2 645
Thaïlande	19 205	17 535	7 672	9 160	23 655
Autres	25 321	17 305	26 449	22 989	36 490
Autres pays	24 350	52 693	11 796	113 123	9 288
TOTAL	570 592	820 528	1 126 436	909 920	925 568

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la sixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

(En millions FCFA)

Poste	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
Transport	-173 557	-248 019	-265 205	-295 177	-292 851
<i>Dont fret</i>	-163 242	-234 953	-263 642	-270 252	-239 849
Voyage	4 652	5 785	6 771	5 497	6 922
Autres services	-41 607	-57 508	-99 928	-88 333	-99 203
Total services nets	-210 512	-299 742	-358 362	-378 013	-385 132

Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires

(En millions FCFA)

Poste	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
Rémunérations des salariés	14 835	15 085	15 572	12 059	13 264
Revenus des investissements	-23 317	-31 409	-37 409	-36 159	-82 366
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-3 700	-4 781	-3 554	-7 410	-7 413
Autres revenus primaires					
Revenu primaire net	-8 482	-16 324	-21 837	-24 100	-69 102

Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires

(En millions FCFA)

Poste	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
Administration publique	53 577	17 298	156 726	79 033	117 853
<i>Dont aide budgétaire</i>	35 600	5 900	47 200	56 500	93 100
Autres secteurs	49 570	53 933	65 350	82 858	49 947
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	17 147	21 046	15 191	13 636	17 955
Revenu secondaire net	103 147	71 231	222 076	161 891	167 800

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital*(En millions FCFA)*

Poste	2009	2010	2011	2012
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-38	-40	-3 321	-1 269
Transferts de capital	120 396	97 025	71 844	140 590
Administration publique	109 169	82 995	57 157	126 500
<i>Dont remises de dettes</i>	3 669		4 200	3 000
Autres secteurs	11 227	14 030	14 687	14 090
Solde du compte de capital	120 358	96 985	68 523	139 321

Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)*(En millions de FCFA)*

Poste	2009	2010	2 011	2 012
Investissements directs	-345 407	-495 304	-498 528	-428 379
Investissements de portefeuille	-7 409	-9 588	-8 704	-4 875
Dérivés financiers			0	0
Autres investissements	-65 457	-62 674	-76 301	-116 915
Solde du compte financier	-418 273	-567 566	-583 627	-550 169

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette
(En millions FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	649 982	7 143	876 828
1	Investissements directs	15 017	-397	15 735
2	Investissements de portefeuille	65 272	3 059	68 626
3	Dérivés financiers	100	-100	0
4	Autres investissements	224 797	5 430	288 338
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	44 757	666	62 386
4.3	Prêts	35 147	0	43 488
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	1 456	226	1 700
4.5	Crédits commerciaux	139 944	4 538	178 780
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	3 493	0	1 984
5	Avoirs de réserves	344 796	-849	504 129
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	42 236	-737	41 495
5.3	Position de réserve au FMI	7 501	234	10 313
5.4	Autres avoires de réserve	325 667	0	292 253
B	Stocks de passifs financiers	799 110	2 439	1 408 905
1	Investissements directs	339 753	2 310	771 557
2	Investissements de portefeuille	13 474	1 978	27 239
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	445 883	-1 849	610 109
4.2	Autres titres de participation	0	0	0
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	69 331	0	63 375
4.4	Prêts	289 168	-714	371 493
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	78	-11	67
4.6	Crédits commerciaux	34 881	-269	125 114
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	3 439	0	1 929
4.8	Droits de tirage spéciaux	48 986	-855	48 131
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-149 128	4 704	-532 077

Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	504 129	131 046	0	241 653	12 784	228 869	876 828
1	Investissements directs	0	0	0	15 735	0	15 735	15 735
2	Investissements de portefeuille	0	63 283	0	5 343	1 928	3 415	68 626
3	Dérivés financiers	0	100	0	-100	0	-100	0
4	Autres investissements	0	67 663	0	220 675	10 856	209 819	288 338
5	Avoirs de réserves	504 129	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	504 129
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	41 495	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	41 495
5.3	Position de réserve au FMI	6 323	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	6 323
5.4	Autres avoirs de réserve	456 311	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	456 311
								0
	Stocks de passifs financiers	83 924	173 355	125 940	1 025 686	364	1 025 322	1 408 905
1	Investissements directs	0	0	0	771 557	0	771 557	771 557
2	Investissements de portefeuille	0	27 239	0	0	0	0	27 239
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	35 793	146 116	125 940	254 129	364	253 765	561 978
	Avoirs de réserves	48 131	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	48 131
	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
	Droits de tirage spéciaux	48 131	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	48 131
	Position de réserve au FMI		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
	Autres avoirs de réserve		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
	Position extérieure globale nette	420 205	-42 309	-125 940	-784 033	12 420	-796 453	-532 077

Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)
(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	476 228	8 448	392 152	876 828
1	Investissements directs	7 428	3 461	4 846	15 735
2	Investissements de portefeuille	67 747	0	879	68 626
3	Dérivés financiers	100	0	-100	0
4	Autres investissements	457 925	4 987	-174 574	288 338
5	Avoirs de réserves	-56 972	0	561 101	504 129
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	41 495	41 495
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	6 323	6 323
5.4	Autres avoirs de réserve	-56 972	0	513 283	456 311
	Stocks de passifs financiers	233 467	641 884	533 554	1 408 905
1	Investissements directs	9 144	578 871	183 542	771 557
2	Investissements de portefeuille	18 936	8 303	0	27 239
3	Dérivés financiers	0	0	0	
4	Autres investissements	205 387	54 710	350 012	610 109
	Position extérieure globale nette	242 761	-633 436	-141 402	-532 077

Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2012 (optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 049 818	1 571 418	-521 600
1.A	-- Biens et services	774 877	1 395 174	-620 297
1.A.a	---- Biens	736 361	971 526	-235 165
1.A.a.1	----- Marchandises générales, base balance des paiements	690 976	971 526	-280 550
1.A.a.1.1	----- Dont : Réexportations	64 549	0	64 549
1.A.a.2	----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	55	0	55
1.A.a.2.1	----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	55	0	55
1.A.a.3	----- Or non monétaire	45 330	0	45 330
1.A.b	---- Services	38 516	423 648	-385 132
1.A.b.1	----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0	0	0
1.A.b.1.1	----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.2	----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	13 319	-13 319
1.A.b.3	----- Transport	1 884	294 735	-292 851
1.A.b.3.0	----- Pour tous les modes de transports	1 884	294 616	-292 732
1.A.b.3.0.1	----- Voyageurs	640	48 857	-48 217
1.A.3.0.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	331	0	331
1.A.b.3.0.2	----- Fret	0	239 849	-239 849
1.A.b.3.0.3	----- Autres	1 244	5 910	-4 666
1.A.b.3.1	----- Transports maritimes	0	240 294	-240 294
1.A.b.3.1.1	----- Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	----- Fret	0	239 838	-239 838
1.A.b.3.1.3	----- Autres	0	456	-456
1.A.b.3.2	----- Transports aériens	1 244	48 546	-47 302
1.A.b.3.2.1	----- Voyageurs	0	48 535	-48 535
1.A.b.3.2.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	----- Fret	0	11	-11
1.A.b.3.2.3	----- Autres	1 244	0	1 244
1.A.b.3.3	----- Autres modes de transport	640	5 776	-5 136
1.A.b.3.3.1	----- Voyageurs	640	322	318
1.A.b.3.3.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	331	0	331
1.A.b.3.3.2	----- Fret	0	0	0
1.A.b.3.3.3	----- Autres	0	5 454	-5 454
1.A.b.3.4	----- Services postaux et services de messagerie	0	119	-119
1.A.b.4	----- Voyages	25 463	18 541	6 922
1.A.b.4.1	----- À titre professionnel	24 978	18 522	6 456
1.A.b.4.1.1	----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	----- Autres	24 978	18 522	6 456
1.A.b.4.2	----- À titre personnel	485	19	466
1.A.b.4.2.1	----- Santé	0	0	0
1.A.b.4.2.2	----- Éducation	188	0	188
1.A.b.4.2.3	----- Autres	297	19	278

Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2012 (optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	.----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	2 748	50 126	-47 378
1.A.b.4.0.1	.----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	.----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	.----- Services d'hébergement	2 748	0	2 748
1.A.b.4.0.4	.----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	.----- Autres services	0	50 126	-50 126
1.A.b.4.0.5.1	.----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	.----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	.----- Travaux de construction	0	50 126	-50 126
1.A.b.5.1	.----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	.----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	50 126	-50 126
1.A.b.6	.----- Services d'assurance et de retraite	758	1 731	-973
1.A.b.6.1	.----- Assurance directe	415	1 567	-1 152
1.A.b.6.2	.----- Réassurance	23	0	23
1.A.b.6.3	.----- Services auxiliaires d'assurance	320	140	180
1.A.b.6.4	.----- Services de retraite et de garantie standardisée	0	24	-24
1.A.b.7	.----- Services financiers	2 128	996	1 132
1.A.b.7.1	.----- Services financiers explicitement facturés et autres	2 128	996	1 132
1.A.b.7.2	.----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	.----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	.----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	283	6 932	-6 649
1.A.b.9.1	.----- Services de télécommunications	181	2 965	-2 784
1.A.b.9.2	.----- Services d'informatique	27	2 718	-2 691
1.A.b.9.3	.----- Services d'information	75	1 249	-1 174
1.A.b.10	.----- Autres services aux entreprises	4 560	35 343	-30 783
1.A.b.10.1	.----- Services de recherche-développement	0	2 672	-2 672
1.A.b.10.2	.----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	2 888	30 730	-27 842
1.A.b.10.3	.----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1 672	1 941	-269
1.A.b.11	.----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	17	1 208	-1 191
1.A.b.11.1	.----- Services audio-visuels et connexes	0	1 208	-1 208
1.A.b.11.2	.----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	17	0	17
1.A.b.12	.----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	3 423	717	2 706
1.A.b.0.1	.----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	.-- Revenu primaire	75 027	144 129	-69 103
1.B.1	---- Rémunération des salariés	32 108	18 844	13 264
1.B.2	---- Revenus des investissements	42 919	125 285	-82 366
1.B.2.1	----- Investissements directs	31 832	91 588	-59 756
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	1 526	79 094	-77 568
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	827	72 339	-71 512
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	827	70 177	-69 350
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	1 009	-1 009
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	0	1 153	-1 153
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2012 (optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	699	6 755	-6 056
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	30 306	12 494	17 812
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	9 972	5 393	4 579
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	10 011	4 329	5 682
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	10 323	2 772	7 551
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	6 867	15 482	-8 615
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	2 206	2 171	35
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	76	42	34
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	2 130	2 129	1
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	2 130	2 129	1
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	4 661	13 311	-8 650
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	1 954	12 097	-10 143
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	2 707	1 214	1 493
1.B.2.3	.----- Autres investissements	4 220	18 215	-13 995
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	4 220	18 215	-13 995
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.---- Autre revenu primaire	0	0	0
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	0	0
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	. - - Revenu secondaire	199 914	32 114	167 800
1.C.1	.---- Administrations publiques	117 853	0	117 853
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2012 (optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	.----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	.----- Coopération internationale courante	117 853	0	117 853
1.C.1.5	.----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	82 061	32 114	49 947
1.C.2.1	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	45 412	27 457	17 955
1.C.2.1.1	.----- Envois de fonds des travailleurs	45 412	27 457	17 955
1.C.2.2	.----- Autres transferts courants	36 649	4 657	31 992
1.C.2.0.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	125	0	125
1.C.2.0.2	.----- Cotisations sociales	47	1 733	-1 686
1.C.2.0.3	.----- Prestations sociales	80	68	12
1.C.2.0.4	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	5	2 775	-2 770
1.C.2.0.5	.----- Indemnités d'assurance dommage	420	0	420
1.C.2.0.6	.----- Coopération internationale courante	806	0	806
1.C.2.0.7	.----- Transferts courants divers	35 166	81	35 085
1.C.2.0.7.1	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	.---- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	Compte de capital	146 000	6 679	139 321
2.1	. - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	1 269	-1 269
2.2	. - Transferts de capital	146 000	5 410	140 590
2.2.1	. - Administration publique	126 500	0	126 500
2.2.1.1	. - Remises de dette	3 000	0	3 000
2.2.1.2	. - Autres transferts de capital	123 500	0	123 500
2.2.1.2.1	. - dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	. - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	19 500	5 410	14 090
2.2.2.1	. - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	. - Autres transferts de capital	19 500	5 410	14 090
2.2.2.2.1	. - dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	. - dont : entre ménages	0	0	0
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 195 818	1 578 097	-382 279
3	Compte financier	219 872	607 356	-387 484
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	219 872	607 356	-387 484
3.1	. - Investissement direct	1 115	429 494	-428 379
3.1.1	. - Titres de participation et parts de fonds de placement	1 115	263 598	-262 483
3.1.1.1	. - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	500	261 818	-261 318
3.1.1.1.1	. - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	500	262 545	-262 045
3.1.1.1.2	. - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.1.1.3	. - Entre entreprises soeurs	0	-727	727
3.1.1.1.3.1	. - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	. - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	. - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	. - Réinvestissement des bénéfices	615	1 780	-1 165
3.1.1.0.1	. - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	. - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	. - Instruments de dette	0	165 896	-165 896

Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2012 (optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	169 679	-169 679
3.1.2.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	-986	986
3.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	0	-2 797	2 797
3.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	.----- Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	.----- Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	. - - Investissements de portefeuille	465	11 787	-11 322
3.2.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	5 170	-5 170
3.2.1.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.1.4	.----- Autres secteurs	0	5 170	-5 170
3.2.1.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	5 170	-5 170
3.2.1.0.1	.----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	.----- Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	.----- Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	.----- Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	.----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	.---- Titres de créance	465	6 617	-6 152
3.2.2.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	170	6 617	-6 447
3.2.2.2.1	.----- À court terme	584	0	584
3.2.2.2.2	.----- À long terme	-414	6 617	-7 031
3.2.2.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.2.2.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.4	.----- Autres secteurs	295	0	295
3.2.2.4.0.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.4.0.2	.----- À long terme	295	0	295
3.2.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.2.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0

Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2012 (optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	295	0	295
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	295	0	295
3.2.3	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	.---- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	.---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	.---- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	.---- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	.----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	.----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	.----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	. - - Autres investissements	58 110	166 075	-107 965
3.4.1	.---- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	.---- Monnaie fiduciaire et dépôts	16 963	-5 956	22 919
3.4.2.1	.----- Banque centrale	0	1 064	-1 064
3.4.2.1.1	.----- À court terme	0	1 064	-1 064
3.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	4 365	-7 020	11 385
3.4.2.2.0.1	.----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	.----- À court terme	4 365	-7 020	11 385
3.4.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	.----- Autres secteurs	12 598	0	12 598
3.4.2.4.0.1	.----- À court terme	6 488	0	6 488
3.4.2.4.0.2	.----- À long terme	6 110	0	6 110
3.4.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	74	0	74
3.4.2.4.1.1	.----- À court terme	31	0	31
3.4.2.4.1.2	.----- À long terme	43	0	43
3.4.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	12 524	0	12 524
3.4.2.4.2.1	.----- À court terme	6 457	0	6 457
3.4.2.4.2.2	.----- À long terme	6 067	0	6 067
3.4.3	.---- Prêts	8 341	83 039	-74 698
3.4.3.1	.----- Banque centrale	0	5 505	-5 505
3.4.3.1.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	5 505	-5 505
3.4.3.1.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2012 (optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	6 355	2 589	3 766
3.4.3.2.1	.----- À court terme	5 016	1 283	3 733
3.4.3.2.2	.----- À long terme	1 339	1 306	33
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0	73 100	-73 100
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0	63 276	-63 276
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0	9 824	-9 824
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	1 986	1 845	141
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	2 087	-1 168	3 255
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	-101	3 013	-3 114
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	20	-200	220
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	21	100	-79
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	-1	-300	299
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 966	2 045	-79
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	2 066	-1 268	3 334
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	-100	3 313	-3 413
3.4.3.4.2.3	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	18	0	18
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	18	0	18
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	18	0	18
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	34 297	90 502	-56 205
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	34 297	90 502	-56 205
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	12 278	54 115	-41 837
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	22 019	36 387	-14 368

Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2012 (optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	34 297	90 502	-56 205
3.4.5.4.2.1	----- À court terme	12 278	54 115	-41 837
3.4.5.4.2.2	----- À long terme	22 019	36 387	-14 368
3.4.6	---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-1 509	-1 510	1
3.4.6.1	----- Banque centrale	0	-414	414
3.4.6.1.1	----- À court terme	0	-414	414
3.4.6.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	133	179	-46
3.4.6.2.1	----- À court terme	133	179	-46
3.4.6.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	----- Autres secteurs	-1 642	-1 275	-367
3.4.6.4.0.1	----- À court terme	-1 506	-1 275	-231
3.4.6.4.0.2	----- À long terme	-136	0	-136
3.4.6.4.1	----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-1 642	-1 275	-367
3.4.6.4.2.1	----- À court terme	-1 506	-1 275	-231
3.4.6.4.2.2	----- À long terme	-136	0	-136
3.4.6.5	---- Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.6.4	-- Avoirs de réserve	160 182	0	160 182
3.4.6.4	---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	---- Droits de tirage spéciaux	-4	0	-4
3.5.6.6	---- Position de réserve au FMI	-3 879	0	-3 879
3.5.4.1	---- Autres avoirs de réserve	164 065	0	164 065
3.5.4.1	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	164 065	0	164 065
3.5.4.1.1	----- Créances sur les autorités monétaires	7 094	0	7 094
3.5.4.1.2	----- Créances sur d'autres entités	156 971	0	156 971
3.5.4.2	----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	----- Autres créances	0	0	0
6	Erreurs et omissions nettes	-975 946	-970 741	-5 205

Annexe 2.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2012 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 469,4	6 434,3	204,7	75 077,3	8 460,7	1 152,4	3 924,5	99 723,3
	Burkina	3 599,2		19 149,0	0,0	27 143,2	7 326,9	3 510,0	3 186,1	63 914,4
	Côte d'Ivoire	94 296,7	290 489,3		332,2	158 101,8	34 088,7	113 493,7	82 597,4	773 399,9
	Guinée-Bissau	0,0		272,4				29,2	3 630,8	3 932,4
	Mali	1 870,9	47 279,0	58 215,8			1 537,0	32 050,0	1 047,8	142 000,5
	Niger		7 050,3	2 415,2	0,0	45 500,6				54 966,1
	Sénégal	11 537,2	33 707,0	48 442,9	37 100,2	227 749,5	8 363,0		15 633,4	382 533,2
	Togo	139 194,4	77 766,0	50 507,5	381,8	16 739,8	60 797,9	3 769,4		349 156,8
	UEMOA	250 498,4	460 761,0	185 437,1	38 018,9	550 312,2	120 574,2	154 004,7	110 020,0	1 869 626,6

Annexe 2.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2012
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	Bénin	0,0	4 173,7	7 073,2	112,2	0,0	30 535,8	27 597,6	61 264,6
	Burkina	Burkina	1 765,9	0,0	2 891,6	13,3	3 174,1	1 731,9	2 236,8	994,4
	Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	2 231,7	241,5	0,0	57,3	0,0	1 774,8	1 541,0	0,0
	Guinée-Bissau	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	7 037,8	0,0	3 566,2	0,0
	Mali	Mali	9 591,9	0,0	4 438,3	651,4	0,0	7 410,9	2 931,0	12 768,9
	Niger	Niger	22 316,1	96,7	900,9	0,0	0,0	0,0	4 941,6	7 607,6
	Sénégal	Sénégal	0,0	0,0	1 136,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Togo	Togo	0,0	0,0	4 473,7	18,6	713,7	0,0	2 075,3	0,0
	UEMOA	UEMOA	35 905,6	4 511,9	20 914,2	852,9	10 925,6	41 453,4	44 889,5	82 635,6

Annexe 2.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2012
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		8 643,1	13 507,5	316,9	75 077,3	38 996,5	28 750,0	65 189,1	230 480,4
	Burkina	5 365,1		22 040,6	13,3	30 317,3	9 058,8	5 746,8	4 180,5	76 722,4
	Côte d'Ivoire	96 528,4	290 730,8		389,5	158 101,8	35 863,5	115 034,7	82 597,4	779 246,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	272,4		7 037,8	0,0	3 595,4	3 630,8	14 536,4
	Mali	11 462,8	47 279,0	62 654,1	651,4		8 947,9	34 981,0	13 816,7	179 792,9
	Niger	22 316,1	7 147,0	3 316,1	0,0	45 500,6		4 941,6	7 607,6	90 829,0
	Sénégal	11 537,2	33 707,0	49 579,4	37 100,2	227 749,5	8 363,0		15 633,4	383 669,7
	Togo	139 194,4	77 766,0	54 981,3	400,4	17 453,5	60 797,9	5 844,7		356 438,2
	UEMOA	286 404,0	465 272,9	206 351,3	38 871,8	561 237,9	162 027,5	198 894,2	192 655,6	2 111 715,3

Annexe 2.4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2011
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		18 175,7	16 100,5	1 106,0	102 524,6	38 462,9	29 268,7	67 017,4	272 655,9
	Burkina	5 371,6		16 751,7	185,2	24 342,0	11 881,6	2 840,0	3 725,8	65 097,9
	Côte d'Ivoire	66 040,0	201 847,0		557,3	115 719,9	23 395,7	93 825,2	85 656,1	587 041,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	615,2		7 077,0	0,0	18 303,0	0,0	25 995,2
	Mali	21 990,0	43 166,9	44 799,1	9 855,3		6 918,1	43 064,0	8 758,8	178 552,2
	Niger	13 670,7	2 904,0	6 173,1	268,3	5 799,8		4 567,9	8 974,9	42 358,8
	Sénégal	10 397,6	21 957,7	36 512,4	30 648,0	317 130,1	6 044,6		9 801,9	432 492,3
	Togo	116 231,0	60 120,4	27 044,4	595,5	14 444,3	46 996,0	5 928,4		271 360,1
	UEMOA	233 700,8	348 171,8	147 996,4	43 215,7	587 037,8	133 698,9	197 797,4	183 934,9	1 875 553,7

Annexe 2.5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2012

(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		5 504,4	3 346,6	0,0	871,5	1 475,5	3 005,1	5 384,6	19 587,6
	Burkina	9 380,3		1 155,9	47,6	2 146,3	1 190,8	3 278,3	6 947,7	24 147,0
	Côte d'Ivoire	13 606,3	17 246,3		0,0	3 505,6	455,2	4 795,7	9 717,9	49 327,0
	Guinée-Bissau	0,0	437,2	0,0		1,3	0,0	2 216,2	0,0	2 654,8
	Mali	5 341,5	11 143,8	5 994,1	75,6		5 147,2	5 554,8	2 546,2	35 803,2
	Niger	2 262,2	1 907,5	4 179,8	0,0	962,6		4 097,8	6 738,3	20 148,2
	Sénégal	2 008,5	2 766,8	1 673,8	1 115,9	5 398,2	1 673,8		669,5	15 306,5
	Togo	11 318,1	1 139,1	2 563,2	0,0	930,1	974,5	4 371,0		21 296,1
	UEMOA	43 917,1	40 145,1	18 913,4	1 239,0	13 815,6	10 917,0	27 318,8	32 004,2	188 270,2

Annexe 2.6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2011

(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 563,4	2 110,0	0,0	1 437,5	2 475,1	2 987,0	4 581,4	17 154,4
	Burkina	7 498,0		1 304,7	44,5	3 318,5	1 233,1	3 258,0	6 881,1	23 537,9
	Côte d'Ivoire	15 725,3	11 688,5		0,0	5 208,5	1 448,6	4 658,0	6 186,0	44 914,8
	Guinée-Bissau	0,0	70,3	0,0		821,1	0,0	2 255,0	0,0	3 146,4
	Mali	2 216,8	7 694,8	4 523,9	109,1		2 117,1	5 577,0	1 494,5	23 733,1
	Niger	1 326,0	1 697,4	12 103,6	0,0	1 280,9		4 073,0	4 263,7	24 744,5
	Sénégal	1 996,0	2 079,0	1 664,0	1 109,0	8 315,5	1 664,0		665,0	17 492,5
	Togo	7 400,3	1 267,7	2 265,1	0,0	1 366,5	974,5	4 344,0		17 618,0
	UEMOA	36 162,3	28 061,1	23 971,2	1 262,6	21 748,3	9 912,5	27 152,0	24 071,7	172 341,6

Annexe 2.7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2012

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 111,5	4 012,8	89,1	4 128,5	2 228,7	3 876,7	3 182,5	19 629,7
	Burkina	2 130,1		12 302,8	51,8	19 332,4	1 564,8	7 810,3	1 936,5	45 128,8
	Côte d'Ivoire	4 164,5	10 681,9		287,0	62 167,7	7 669,9	15 910,7	17 403,1	118 284,8
	Guinée-Bissau	104,9	82,7	155,3		283,5	325,3	2 884,0	104,3	3 940,0
	Mali	1 482,3	4 851,1	6 913,2	183,9		2 236,2	9 926,3	3 164,7	28 757,8
	Niger	1 844,6	1 034,9	6 269,2	727,6	7 680,2		2 209,8	3 601,3	23 367,7
	Sénégal	1 040,7	3 150,2	4 629,7	2 106,3	18 162,5	2 697,4		1 788,2	33 575,0
	Togo	1 333,5	3 138,0	2 578,2	242,0	2 155,8	701,9	3 930,6		16 215,2
	UEMOA	12 100,6	25 050,4	36 861,3	3 687,7	113 910,6	17 424,1	46 548,4	31 180,6	286 763,7

Annexe 2.8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2011

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 416,6	4 459,9	19,5	5 681,8	2 209,8	3 958,2	10 067,2	27 812,9
	Burkina	254,8		1 702,2	69,8	18 611,3	1 524,9	3 046,0	3 047,3	28 256,4
	Côte d'Ivoire	3 422,5	20 524,9		193,6	51 430,0	7 214,5	10 452,0	15 592,7	108 830,3
	Guinée-Bissau	125,2	21,0	152,3		351,2	97,6	2 108,2	208,8	3 064,3
	Mali	369,8	1 045,9	7 658,3	206,1		1 367,0	8 001,0	5 634,8	24 282,9
	Niger	1 011,3	1 615,4	1 618,5	430,8	15 893,7		1 577,0	4 220,4	26 367,1
	Sénégal	595,0	1 981,0	2 985,0	1 517,0	19 598,8	1 505,0		2 739,8	30 921,5
	Togo	793,0	3 274,2	2 649,3	78,7	3 292,7	719,0	3 045,2		14 475,5
	UEMOA	6 571,5	29 879,1	21 225,5	2 515,5	114 859,5	14 637,9	32 187,6	41 510,9	263 387,6

Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6^e édition du manuel de la balance des paiements

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
Compte des transactions courantes Biens Services Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>). Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants »</i>)
Compte de capital Acquisition et cession d'actifs non produits Transferts en capital
Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>) Investissements directs Investissements de portefeuille Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>) Autres investissements Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

Compte des biens et services

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5^{ème} édition.

LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le **Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »**.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int